



RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET DE DOUZE MOIS CLOSÉS LE 31 DÉCEMBRE 2017

Le rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de Supremex inc. (« Supremex » ou la « Société ») qui suit, daté du 20 février 2018 doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états financiers consolidés de la Société ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). L'exercice de la Société se termine le 31 décembre. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Les montants par action sont calculés à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour les périodes de trois et de douze mois closés le 31 décembre 2017.

Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole SXP. Des renseignements additionnels relatifs à Supremex se trouvent sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site de la Société au www.supremex.com.

Le présent rapport de gestion contient des informations prospectives. Se reporter à la rubrique « Informations prospectives » pour en savoir davantage sur les risques, les incertitudes et les hypothèses relatifs à ces énoncés. En plus de nos résultats présentés selon les IFRS, le rapport de gestion peut contenir d'autres mesures financières non conformes aux IFRS. Les termes utilisés pour désigner les mesures financières non conformes aux IFRS incluent, entre autres, le « BAIIA ajusté », le « résultat net ajusté » et le « ratio d'endettement net au BAIIA ajusté ». Les mesures financières non conformes aux IFRS sont utilisées afin de fournir des mesures de rendement supplémentaires à la direction et aux investisseurs. Toutefois, les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Elles ne doivent donc pas être considérées comme une solution de remplacement aux mesures du rendement financier préparées selon les IFRS. Se reporter aux rubriques « Définition du BAIIA, BAIIA ajusté, résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS », « Rapprochement du résultat net, du BAIIA et du BAIIA ajusté » et « Rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté ».

Survol

Supremex est un chef de file nord-américain dans la fabrication et la distribution d'enveloppes ainsi qu'un fournisseur de produits d'emballage et de produits spécialisés en plein essor. Supremex compte dix installations réparties dans sept provinces au Canada et trois installations aux États-Unis, et emploie environ 820 personnes. Avec une présence grandissante, Supremex peut fabriquer et distribuer efficacement des produits de papier et d'emballage qui répondent aux exigences de grandes sociétés nationales et multinationales, de distributeurs, d'organismes publics, de PME et de fournisseurs de solutions.

La Société fabrique une vaste gamme d'enveloppes standards et personnalisées dans un éventail de styles, de formes et de couleurs, ce qui lui permet d'offrir à ses clients un haut degré de flexibilité et de personnalisation. Elle fabrique et distribue également une gamme diversifiée de produits d'emballage et de produits spécialisés, notamment des boîtes en carton ondulé servant principalement à l'emballage et à la livraison dans le marché alimentaire ainsi que des emballages en carton plat de grande qualité destinés aux principaux clients multinationaux des marchés des produits de beauté, des produits de soins personnels et des produits pharmaceutiques. Les autres produits d'emballage et produits spécialisés comprennent les produits Conformer®, les sacs en polyéthylène pour les services de messagerie, les enveloppes à bulles, les produits d'expédition Enviro-logiX et Tyvek ainsi que d'autres produits connexes comme les enveloppes protectrices, les enveloppes pour radiographies, les reliures et les dossiers pour le domaine médical, les cartes de membre ainsi que les produits d'étiquetage.

Stratégie de croissance et de diversification

Afin de maintenir la croissance à long terme de ses produits et de sa rentabilité, Supremex procède activement à la mise en œuvre d'une stratégie de diversification et de croissance en trois volets. Le premier volet consiste à raffermir sa position de chef de file sur le marché canadien des enveloppes en renforçant sa présence grâce à des possibilités de répartition et d'affectation de ses capacités. Le deuxième volet vise à rechercher les occasions de croissance sur le marché américain des enveloppes, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions, en se concentrant sur les vastes marchés du Midwest et du Nord-Est américain, qui présentent beaucoup d'attrait. Le troisième volet consiste à développer les capacités d'emballage de Supremex, à l'interne et au moyen d'acquisitions, dans le but d'augmenter considérablement ses produits provenant de cet attrayant marché en croissance.

L'utilisation croissante de solutions de rechange numériques pour remplacer le courrier traditionnel, l'essor du commerce électronique et les changements de comportement des consommateurs ont été des moteurs de croissance importants pour les marchés des produits d'emballage, des étiquettes et des produits connexes. La Société a fait l'acquisition de Papier Durabox Inc. (« Durabox »), un fabricant et un distributeur de boîtes en papier ondulé, en 2016, et d'Emballages Stuart inc. (« Emballages Stuart »), un fabricant de solutions d'emballage spécialisées en carton plat, en 2017. Ces deux acquisitions sur le marché des cartons d'emballage constituent une composante importante de la stratégie de diversification de la Société.

Lorsque Supremex a débuté la mise en œuvre de cette stratégie en 2014, les produits des activités de la Société se répartissaient ainsi : 81,4 % provenaient du marché canadien des enveloppes, 11,2 % du marché américain des enveloppes et 7,4 % du marché des produits d'emballage. À la fin de 2017, près de la moitié des produits de la Société proviennent maintenant du marché américain des enveloppes et du marché des produits d'emballage, ce dernier générant 19,3 % des produits des activités de la Société.

Faits saillants du rendement financier du quatrième trimestre

- Produits des activités en hausse de 13,8 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 49,4 millions de dollars.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 7,4 millions de dollars, comparativement à 7,8 millions, soit une diminution de 5,1 %.
- Résultat net en baisse de 51,3 %, pour s'établir à 2,3 millions de dollars (ou 0,08 \$ par action) comparativement à 4,6 millions de dollars (ou 0,16 \$ par action).
- Résultat net ajusté² en baisse de 16,4 % pour s'établir à 3,9 millions de dollars (ou 0,14 \$ par action), par rapport à 4,6 millions de dollars (ou 0,16 \$ par action).
- Maintien d'une solide flexibilité financière, avec un ratio d'endettement net de 1,5 fois le BAIIA ajusté¹.
- Approbation d'un dividende trimestriel de 0,065 \$ par action, équivalent à celui du dernier trimestre et en hausse de 8,3 % par rapport au dividende du même trimestre de l'exercice précédent.

Faits saillants du rendement financier pour l'exercice 2017

- Produits des activités en hausse de 11,5 % pour s'établir à 179,1 millions de dollars, par rapport à 160,6 millions de dollars pour l'exercice précédent.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 25,8 millions de dollars, comparativement à 27,4 millions de dollars, soit une diminution de 5,7 %.
- Résultat net en baisse de 15,1 %, pour s'établir à 12,4 millions de dollars (ou 0,43 \$ par action) comparativement à 14,6 millions de dollars (ou 0,51 \$ par action).
- Résultat net ajusté² en baisse de 4,0 % pour s'établir à 14,0 millions de dollars (ou 0,49 \$ par action), par rapport à 14,6 millions de dollars (ou 0,51 \$ par action).

¹ Se référer au rapprochement du résultat net, du BAIIA et du BAIIA ajusté ainsi qu'aux définitions du BAIIA, BAIIA ajusté, du résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS.

² Se référer au rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté ainsi qu'aux définitions du BAIIA, BAIIA ajusté, du résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS.

- Le total des dividendes déclarés sur les actions ordinaires s'est établi à 0,25 \$ par action, une augmentation de 8,9 % par rapport à l'exercice précédent.
- Rachat de 205 882 actions de la Société pour annulation totalisant 938 759 \$ en vertu du programme d'offre publique de rachat (« OPR ») dans le cours normal des activités.

Faits saillants opérationnels et financiers de l'exercice 2017 et événements ultérieurs

Acquisition importante dans le marché des produits d'emballage

Le 20 juillet 2017, la Société annonçait l'acquisition d'Emballages Stuart, un important fournisseur de produits d'emballage écologiques en carton plat de grande qualité destinés au marché de la consommation, dont les produits des activités des douze derniers mois atteignaient 18 millions de dollars au moment de l'acquisition. Emballages Stuart offre des solutions d'emballage et de finition à certaines des plus grandes multinationales des industries des produits de beauté, des produits nutraceutiques, des parfums et des produits pharmaceutiques. La transaction a été conclue sur une base libre de dettes et d'encaisse de trésorerie pour une considération totale en espèces de 17,9 millions de dollars. De plus, un montant pouvant atteindre 2,1 millions de dollars sera payable dans les 24 mois suivant l'acquisition, sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers préétablis au cours de cette période. Cette acquisition représente une composante clé de la stratégie de diversification et de croissance de Supremex.

Printer Gateway

Le 22 janvier 2018, la Société prenait une décision stratégique et mettait fin aux activités de Printer Gateway Inc. (« Printer Gateway »). Après une transition difficile à la suite de l'acquisition, la direction a constaté que cette entreprise nécessitait une quantité disproportionnée de ressources pour redevenir rentable. Étant donné l'acquisition subséquente d'Emballages Stuart, dont les activités sont plus rentables et en croissance, il a été rapidement décidé de mettre fin aux activités de Printer Gateway et de consacrer les ressources de la Société à développer davantage ses activités de produits d'emballage, qui sont au centre de sa stratégie de diversification et de croissance.

L'acquisition de Printer Gateway a été conclue le 23 décembre 2016 pour que la Société puisse compléter son offre de produits et élargir sa clientèle. La Société a acheté les principaux éléments d'actifs de Printer Gateway pour une contrepartie initiale en espèces de 2,9 millions de dollars. Ce prix d'achat a été réduit de 0,5 million de dollars dans le cadre d'un règlement ultérieur avec l'ancien propriétaire.

La perte de BAIIA attribuable aux activités de Printer Gateway au cours de l'exercice 2017 se chiffre à 1,4 million de dollars et représente 0,4 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017. La fermeture de des opérations ne nuira pas à la poursuite des activités et améliorera la rentabilité opérationnelle de la Société à l'avenir. Les dépenses liées à la fermeture incluant une baisse de valeur des actifs non stratégiques totalisent 2,2 million de dollars et ont été enregistrées dans les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Renouvellement et exécution d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR »)

Le 1^{er} août 2017, la Société annonçait le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, autorisée par la Bourse de Toronto, en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 500 000 actions ordinaires, soit environ 1,75 % de ses 28 482 611 actions ordinaires émises et en circulation au 31 juillet 2017, pour une période de douze mois se terminant le 2 août 2018. En 2017, en vertu des programmes d'offre publique de rachat en vigueur, la Société a racheté un total de 205 882 actions ordinaires à des fins d'annulation, représentant une contrepartie total de 938 759 \$.

Augmentation de la facilité de crédit

En date du 31 juillet 2017, la Société a augmenté sa facilité de crédit, passant de 50 millions à 60 millions de dollars. Cette facilité porte intérêt à un taux variable fondé sur le taux préférentiel canadien majoré des marges applicables variant entre 0 % à 0,25 % ou sur le taux des acceptations bancaires majoré des marges applicables variant de 1,5 % à 1,75 %.

Mise à jour corporative

Le 27 novembre 2017, la Société annonçait que M. Bertrand Jolicœur, chef de la direction financière et secrétaire corporatif, quitterait la Société le 15 décembre 2017 pour relever de nouveaux défis professionnels. Le processus de recrutement est actuellement en cours chez Supremex en vue de combler ce poste. Mme Lyne Bégin agit à titre de vice-présidente des finances par intérim. À l'emploi de la Société depuis 2014, Mme Bégin est une gestionnaire chevronnée qui a participé à tous les aspects de la gestion financière de Supremex, dont la préparation des rapports financiers, la gestion de la trésorerie ainsi que la planification et l'analyse financière.

Depuis la fin de l'exercice, la Société a renforcé son équipe de direction avec deux nominations à des postes clés. Le 1^{er} janvier 2018, M. Joe Baglione a été nommé au poste de vice-président et directeur général de Supremex USA. M. Baglione possède plus de 25 années d'expérience en vente et en gestion dans les activités canadiennes et américaines de Supremex. M. Islem Yezza a été nommé au poste de vice-président, croissance stratégique et développement des affaires, Division des produits d'emballages, pour superviser la croissance interne et par acquisitions du secteur d'activité des produits d'emballage. M. Yezza a plus de 10 années d'expérience progressive dans le secteur du papier et de l'emballage et détient un diplôme en génie chimique et un doctorat en génie des bioprocédés. Il se joindra à Supremex le 1^{er} mars 2018.

Déclaration d'un dividende

Le 20 février 2018, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,065 \$ par action ordinaire, payable le 13 avril 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 mars 2018. Ce dividende a été désigné à titre de « dividende déterminé » aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

Sommaire de l'information financière et mesures non conformes aux IFRS

Principales informations financières consolidées

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre		Périodes de douze mois closes le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits des activités ordinaires	49 350	43 374	179 072	160 570
Charges d'exploitation	36 115	30 612	130 325	114 447
Frais de vente et d'administration	5 805	4 935	22 920	18 740
Résultat d'exploitation avant amortissement, perte à la cession d'immobilisations corporelles et fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway	7 430	7 827	25 827	27 383
Amortissement des immobilisations corporelles	1 025	777	3 713	4 520
Amortissement des immobilisations incorporelles	497	316	1 682	1 917
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	40	3	115	27
Fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway	2 192	—	2 192	—
Résultat d'exploitation	3 676	6 731	18 125	20 919
Frais de financement, nets	399	202	1 078	852
Résultat avant impôts sur le résultat	3 277	6 529	17 047	20 067
Impôts sur le résultat	1 015	1 886	4 656	5 474
Résultat net	2 262	4 643	12 391	14 593
Résultat net de base et dilué par action	0,08	0,16	0,43	0,51
Dividende déclaré par action	0,065	0,055	0,245	0,225

Information sur les produits des activités ordinaires
(en millions de dollars)

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre		Périodes de douze mois closes le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Enveloppes au Canada	25,5	28,0	102,1	110,0
Variation de volume	-11,3%	-7,1%	-7,7%	-1,3%
Variation du prix de vente moyen	2,5%	3,9%	0,6%	4,4%
Variation totale	-9,1%	-3,5%	-7,2%	3,0%
Enveloppes aux États-Unis	11,0	11,1	42,4	38,4
Variation de volume	5,4%	20,5%	12,6%	46,0%
Variation du prix de vente moyen (en CAD)	-6,5%	0,8%	-1,9%	5,0%
Variation totale	-1,5%	21,5%	10,4%	53,3%
Produits d'emballage et spécialisés				
Canada et États-Unis	12,9	4,3	34,6	12,2
Variation totale	204,1%	36,5%	184,0%	16,4%
Total des produits des activités ordinaires	49,4	43,4	179,1	160,6
Variation des produits des activités ordinaires	13,8%	5,1%	11,5%	12,8%

Rapprochement du résultat net, du BAIIA et du BAIIA ajusté
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre		Périodes de douze mois closes le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat net	2 262	4 643	12 391	14 593
Impôts sur le résultat	1 015	1 886	4 656	5 474
Frais de financement, nets	399	202	1 078	852
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	40	3	115	27
Amortissement des immobilisations corporelles	1 025	777	3 713	4 520
Amortissement des immobilisations incorporelles	497	316	1 682	1 917
BAIIA⁽¹⁾	5 238	7 827	23 635	27 383
Fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway	2 192	—	2 192	—
BAIIA ajusté⁽¹⁾	7 430	7 827	25 827	27 383

⁽¹⁾ Se reporter à la rubrique « Définition du BAIIA, BAIIA ajusté, résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS »

Rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre		Périodes de douze mois closes le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat net	2 262	4 643	12 391	14 593
Ajustement				
Plus: Fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway, net d'impôts	1 620	—	1 620	—
Résultat net ajusté⁽¹⁾	3 882	4 643	14 011	14 593

⁽¹⁾ Se reporter à la rubrique « Définition du BAIIA, BAIIA ajusté, résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS »

Résultats d'exploitation

Période de trois mois close le 31 décembre 2017 comparativement à la période de trois mois close le 31 décembre 2016

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 ont augmenté de 13,8 %, ou 6,0 millions de dollars, pour s'établir à 49,4 millions de dollars, par rapport à 43,4 millions pour la période de trois mois close le 31 décembre 2016. Cette augmentation est attribuable à la stratégie de la Société visant à diversifier ses activités dans le marché des produits d'emballage.

Les produits des activités tirés du marché canadien des enveloppes se sont établis à 25,5 millions de dollars, une diminution de 9,1 %, ou de 2,5 millions de dollars, par rapport aux produits du quatrième trimestre de 2016, qui se chiffraient à 28,0 millions de dollars. La diminution de volume de 11,3 %, qui est due principalement au déclin séculaire du marché des enveloppes conjugué aux effets du calendrier ainsi qu'à la fluctuation des mouvements de clientèle, a été partiellement compensée par une augmentation des prix de vente moyens de 2,5 %.

Les produits des activités tirés du marché américain des enveloppes se sont établis à 11,0 millions de dollars, une diminution de 1,5 % par rapport aux produits du quatrième trimestre de 2016, qui atteignaient 11,1 millions de dollars. Le nombre d'unités vendues était en hausse de 5,4 % et les prix de vente moyens, en baisse de 6,5 %, cette baisse étant principalement attribuable à la vigueur du dollar canadien durant la période comparativement à la période équivalente de l'année précédente et à un léger changement dans la gamme de produits.

Les produits des activités tirés des produits d'emballage et des produits spécialisés ont atteint 12,9 millions de dollars, soit une croissance de 8,6 millions de dollars, ou 204,1 %, comparativement à l'année précédente, une hausse attribuable principalement à l'acquisition d'Emballages Stuart le 20 juillet 2017 et, dans une moindre mesure, à l'acquisition de Durabox conclue le 28 novembre 2016 ainsi qu'à la croissance soutenue des activités de la Société dans le secteur des emballages destinés au commerce électronique.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 sont de 36,1 millions de dollars par rapport à 30,6 millions de dollars pour la même période en 2016, ce qui représente une hausse de 5,5 millions de dollars ou 18,0 %. Cette augmentation est due principalement à l'acquisition d'Emballages Stuart et, dans une moindre mesure, à celles de Durabox et de Printer Gateway. Ces dépenses supplémentaires ont été partiellement compensées par une baisse des charges d'exploitation au Canada liée à la diminution du volume de vente d'enveloppes.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration ont totalisé 5,8 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, comparativement à 4,9 millions de dollars pour la même période en 2016, ce qui représente une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 17,6 %. Cette hausse s'explique essentiellement par l'acquisition effectuée en 2017 et, dans une moindre mesure, par les deux acquisitions de moindre importance conclues durant le quatrième trimestre de 2016. Une provision pour une rémunération conditionnelle de 0,6 million de dollars, partiellement compensée par le renversement d'une provision pour rémunération de la haute direction, a également pesé sur nos frais de vente et d'administration du quatrième trimestre.

Cette charge pour rémunération conditionnelle est liée aux acquisitions d'Emballages Stuart et de Durabox, dans le cadre desquelles un paiement éventuel sera versé aux vendeurs, deux ans et dix-huit mois après la date de conclusion de chacune de ces deux acquisitions, sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers préétablis.

BAIIA ajusté et marges de BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté s'est établi à 7,4 millions de dollars, comparativement à 7,8 millions de dollars pour le même trimestre en 2016, soit une diminution de 0,4 million de dollars ou 5,1 %. Après la clôture du trimestre, Supremex annonçait sa décision stratégique de mettre fin aux activités de Printer Gateway pour concentrer ses efforts sur sa stratégie de diversification. La perte de BAIIA attribuable aux activités de Printer Gateway se chiffre à 0,4 million de dollars pour le quatrième trimestre de 2017. En excluant cette perte et la provision pour rémunération conditionnelle de 0,6 million de dollars, le BAIIA ajusté aurait été plus élevé de 0,6 million de dollars à 8,4 millions de dollars et la marge du BAIIA ajusté aurait été de 17.1% des revenus en excluant les ventes de Printer Gateway.

Amortissement

La dotation aux amortissements pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 s'est élevée à 1,5 million de dollars, comparativement à 1,1 million de dollars pour le trimestre précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est liée à l'acquisition conclue en 2017.

Cessation des activités non stratégiques et fermeture de Printer Gateway

Au 22 janvier 2018, la société a fermé les opérations de Printer Gateway pour se concentrer sur sa stratégie de diversification. La Société a provisionné, durant le quatrième trimestre de 2017, un total de 0,2 \$ million de dépenses non récurrentes reliées à la fermeture de cette exploitation. De plus, une perte de 2,0 millions de dollars liée à la baisse de valeur du goodwill, des relations clients, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles a été enregistrée.

Frais de financement

Les frais de financement pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 s'établissent à 0,4 million de dollars, comparativement à 0,2 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation de la dette utilisée pour financer l'acquisition d'Emballages Stuart en juillet 2017.

Résultat avant impôts sur le résultat

Compte tenu des variations des produits des activités et des charges d'exploitation décrites précédemment, le résultat avant les impôts sur le résultat s'est établi à 3,3 millions de dollars lors de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, soit une baisse par rapport à 6,5 millions de dollars pour la même période en 2016.

Charge d'impôts sur le résultat

Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôts sur le résultat de 1,0 million de dollars comparativement à 1,9 million de dollars pour le même trimestre en 2016.

Résultat net et résultat net ajusté

Le résultat net pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 a atteint 2,3 millions de dollars (ou 0,08 \$ par action) comparativement à 4,6 millions de dollars (ou 0,16 \$ par action) pour le même trimestre de 2016. La fermeture de Printer Gateway a entraîné des dépenses non récurrentes incluant une charge liée à une baisse de valeur des actifs totalisant 2,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017. En excluant cet élément sans effet sur la trésorerie de 1,6 million de dollars après impôts, le résultat net ajusté pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017 se serait établi à 3,9 millions de dollars (ou 0,14 \$ par action), comparativement à 4,6 millions de dollars (ou 0,16 \$ par action) pour le même trimestre de 2016. La diminution de 0,7 million de dollars comparativement à 2016 est attribuable à deux dépenses non-récurrentes : la perte de BAIIA reliée à Printer Gateway pour la période et la provision pour rémunération conditionnelle relié aux acquisitions d'entreprises antérieures totalisant 0,8 million de dollars après impôts.

Autres éléments du résultat global

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations au titre des prestations constituées est passé à 3,4 % au 31 décembre 2017 par rapport à 3,8 % au 31 décembre 2016. Cette baisse a engendré une perte actuarielle avant impôts de 5,2 millions de dollars sur le passif au titre du régime de retraite. Cette perte a été compensée par un bénéfice avant impôts de 3,6 millions de dollars sur les actifs de régime de retraite, attribuable à un rendement des actifs plus élevé que prévu.

Période de douze mois close le 31 décembre 2017 comparativement à la période de douze mois close le 31 décembre 2016

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 se sont élevés à 179,1 millions de dollars comparativement à 160,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, ce qui représente une augmentation de 18,5 millions de dollars ou 11,5 %. Cette hausse est attribuable à la stratégie mise en œuvre par la Société pour diversifier ses activités dans les produits d'emballage et le marché américain des enveloppes.

Les produits des activités tirés du marché canadien des enveloppes se sont établis à 102,1 millions de dollars, une diminution de 7,9 millions de dollars, ou 7,2 %, par rapport à l'exercice 2016. Cette baisse est principalement le résultat d'une diminution de volume de 7,7 % et d'une légère augmentation des prix de vente moyens comparativement à l'exercice 2016. La variation de volume est attribuable en grande partie au déclin séculaire du marché des enveloppes. À des fins de comparaison, selon les données les plus récentes de la Société canadienne des postes, le volume de courrier commercial a diminué de 5,7 % dans les trois premiers trimestres de 2017 comparativement à la même période en 2016.³

Les produits des activités tirés du marché américain des enveloppes ont augmenté pour atteindre 42,4 millions de dollars, représentant une hausse de 10,4 %, attribuable à la contribution de Bowers Envelope Inc., une entreprise située dans le Midwest des États-Unis dont l'acquisition a été conclue le 29 août 2016. Le nombre d'unités vendues était en hausse de 12,6 % et les prix de vente moyens étaient légèrement en baisse, en raison de la vigueur du dollar canadien et d'un léger changement à la gamme de produits.

Les produits des activités tirés des produits d'emballage et des produits spécialisés ont atteint 34,6 millions de dollars, soit une augmentation de 184,0 %, attribuable à l'acquisition d'Emballages Stuart en juillet 2017, à celle de Durabox durant le quatrième trimestre de 2016 et, dans une moindre mesure, à la croissance soutenue des activités de la Société dans le secteur traditionnel des emballages destinés au commerce électronique.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 se sont établies à 130,3 millions de dollars comparativement à 114,4 millions de dollars pour la même période en 2016, ce qui représente une hausse de 15,9 millions de dollars ou 13,9 %. Cette augmentation, due principalement aux acquisitions effectuées en 2017 et en 2016 mentionnées précédemment, a été compensée en partie par une baisse des charges d'exploitation au Canada liée à la diminution du volume de vente d'enveloppes.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration ont totalisé 22,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 18,7 millions de dollars pour l'exercice 2016, ce qui représente une augmentation de 4,2 millions de dollars ou 22,3 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par les acquisitions effectuées au cours des exercices 2017 et 2016. Une provision pour rémunération conditionnelle totalisant 0,8 million de dollars, concernant les acquisitions d'Emballages Stuart et de Durabox, a été enregistrée pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

³ Société canadienne des postes (novembre 2017). [Rapport financier](#) du troisième trimestre de 2017 pour la période close le 30 septembre 2017.

BAlIA ajusté et marges de BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté s'est établi à 25,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 27,4 millions de dollars pour la même période en 2016, soit une diminution de 1,6 million de dollars ou 5,7 %. La perte de BAlIA attribuable aux opérations de Printer Gateway, maintenant fermé, s'est chiffrée à 1,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2017. En excluant cette perte et la provision pour rémunération conditionnelle de 0,8 million de dollars pour l'exercice 2017, le BAlIA ajusté se serait établi à 28,0 millions de dollars, une amélioration de 0,6 million de dollars par rapport à 2016 et la marge du BAlIA ajusté aurait été de 15,9% des revenus en excluant les ventes de Printer Gateway, comparativement à 17,1% l'an dernier.

Amortissement

La dotation aux amortissements pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevée à 5,4 millions de dollars comparativement à 6,4 millions de dollars pour l'exercice 2016, ce qui représente une baisse de 1,0 million de dollars ou 16,2 %. Cette diminution est attribuable principalement au niveau plus faible d'actifs incorporels amortissables, compte tenu que les relations clients ont été totalement amorties, dix ans après le premier appel public à l'épargne de 2006.

Cessation des activités non stratégiques et fermeture de Printer Gateway

Au 22 janvier 2018, la société a fermé les opérations de Printer Gateway pour se concentrer sur sa stratégie de diversification. La perte de BAlIA attribuable aux opérations de Printer Gateway, maintenant fermé, s'est chiffrée à 1,4 million de dollars en 2017. La Société a provisionné, durant le quatrième trimestre de 2017, un total de 0,2 \$ million de dépenses non récurrentes reliées à la fermeture de cette exploitation. De plus, une perte de 2,0 millions de dollars liée à la baisse de valeur du goodwill, des relations clients, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles a été enregistrée.

Frais de financement

Les frais de financement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont augmenté pour atteindre 1,1 million de dollars, comparativement à 0,9 million de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation de la dette utilisée pour financer l'acquisition d'Emballages Stuart.

Résultat avant impôts sur le résultat

Compte tenu des variations des produits des activités ordinaires et des charges d'exploitation décrites précédemment, le résultat avant les impôts sur le résultat s'est établi à 17,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit une diminution de 15,1 % par rapport à 20,1 millions de dollars pour l'exercice 2016.

Charge d'impôts sur le résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a enregistré une charge d'impôts sur le résultat de 4,7 millions de dollars, ce qui représente une baisse comparativement au montant de 5,5 millions de dollars enregistré pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Résultat net et résultat net ajusté

Le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a atteint 12,4 millions de dollars (ou 0,43 \$ par action), comparativement à 14,6 millions de dollars (ou 0,51 \$ par action) pour l'exercice 2016. La fermeture de Printer Gateway a entraîné des dépenses non récurrentes incluant une charge liée à une baisse de valeur des actifs totalisant 2,2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2017. En excluant cet élément sans effet sur la trésorerie de 1,6 million de dollars après impôts, le résultat net ajusté s'est chiffré à 14,0 millions de dollars (ou 0,49 \$ par action) pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 14,6 millions de dollars (ou 0,51 \$ par action) pour l'exercice 2016. La diminution de 0,6 million de dollars comparé à 2016 est attribuable à deux dépenses non-récurrentes : la perte de BAlIA liée à Printer Gateway pour la période se terminant le 31 décembre 2017 et la

provision pour rémunération conditionnelle reliée aux acquisitions d'entreprises antérieures totalisant un montant total de 1,8 million de dollars après impôts, ce qui représenterait une amélioration du résultat net ajusté de la Société.

Autres éléments du résultat global

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations au titre des prestations constituées est passé à 3,4 % au 31 décembre 2017 par rapport à 3,8 % au 30 septembre 2017. Cette baisse a engendré une perte actuarielle avant impôts de 6,0 millions de dollars sur le passif au titre du régime de retraite. Cette perte a été compensée par un bénéfice avant impôts de 6,9 millions de dollars sur les actifs de régime de retraite, attribuable à un rendement des actifs plus élevé que prévu.

Information sectorielle

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes, de produits d'emballage et de produits spécialisés. Au 31 décembre 2017, les actifs non courants de la Société totalisaient 99,7 millions de dollars au Canada et 11,1 millions de dollars aux États-Unis, comparativement aux montants respectifs de 77,1 millions de dollars et de 12,8 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Durant le quatrième trimestre de 2017, les produits des activités de la Société au Canada se sont élevés à 33,1 millions de dollars, une augmentation de 6,0 % par rapport à 31,2 millions de dollars pour la période correspondante en 2016. Les produits des activités de la Société aux États-Unis se sont élevés à 16,3 millions de dollars, une hausse de 33,9 % par rapport à 12,1 millions de dollars pour la période correspondante en 2016.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités de la Société au Canada se sont élevés à 124,8 millions de dollars, une hausse de 4,7 % par rapport à 119,1 millions de dollars pour la période correspondante en 2016. Les produits des activités de la Société aux États-Unis se sont élevés à 54,3 millions de dollars, une hausse de 31,0 % par rapport à 41,4 millions de dollars pour la période correspondante en 2016.

Durant le quatrième trimestre de 2017, les produits des activités de la Société reliés aux enveloppes se sont élevés à 36,5 millions de dollars, une diminution de 6,9 % par rapport à 39,1 millions de dollars pour la période correspondante en 2016. Les produits des activités de la Société de produits d'emballage et de produits spécialisés se sont élevés à 12,9 millions de dollars, une hausse de 204,1 % par rapport à 4,3 millions de dollars pour la période correspondante en 2016.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités de la Société reliés aux enveloppes se sont élevés à 144,5 millions de dollars, une baisse de 2,6 % par rapport à 148,4 millions de dollars pour la période correspondante en 2016. Les produits des activités de la Société de produits d'emballage et de produits spécialisés se sont élevés à 34,6 millions de dollars, une hausse de 184,0 % par rapport à 12,2 millions de dollars pour la période correspondante en 2016.

Sommaire des résultats d'exploitation trimestriels de la Société pour les périodes du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)

	31 déc. 2017	30, sept 2017	30, juin 2017	31, mars 2017	31, déc. 2016	30, sept. 2016	30, juin 2016	31, mars 2016
Produits des activités ordinaires	49 350	43 424	41 147	45 151	43 374	36 514	39 420	41 262
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	7 430	6 105	5 397	6 895	7 827	5 508	6 903	7 145
Résultat avant impôts sur le résultat	3 277	4 238	4 017	5 514	6 529	3 826	5 264	4 448
Résultat net	2 262	3 214	2 833	4 081	4 643	2 832	3 890	3 228
Résultat net par action	0,08	0,11	0,10	0,14	0,16	0,10	0,14	0,11

⁽¹⁾ Se reporter à la rubrique « Définition du BAlIA, BAlIA ajusté, résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS ».

Saisonnalité

Les produits des activités ordinaires de Supremex sont soumis aux caractéristiques saisonnières en matière de publicité et d'envois postaux de ses clients. Le nombre d'enveloppes vendues par Supremex est généralement plus élevé au cours de l'automne et de l'hiver, ce qui s'explique principalement par le nombre accru d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et la période des déclarations de revenus. Le nombre d'enveloppes vendues par Supremex est par ailleurs généralement plus faible au cours du printemps et de l'été en prévision d'un ralentissement des envois postaux expédiés par les entreprises durant l'été. Par conséquent, les produits des activités ordinaires et le rendement financier de Supremex pour un trimestre donné ne sont pas nécessairement révélateurs des produits des activités ordinaires et du rendement financier auxquels on peut s'attendre pour l'exercice complet. Pour que la production demeure efficace, Supremex utilise ses capacités d'entreposage pour stocker des enveloppes et ainsi être en mesure de répondre aux variations saisonnières prévisibles du volume des ventes.

Situation financière et sources de financement

Faits saillants de la situation financière
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Fonds de roulement	25 020	20 442
Total de l'actif	157 924	132 539
Total de la facilité de crédit garantie	42 831	26 894
Capitaux propres	86 519	82 337

Pour la période de trois mois close le 31 décembre 2017, l'encaisse a diminué de 0,4 million de dollars comparativement au 30 septembre 2017. Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2017, l'encaisse a diminué de 1,3 million de dollars comparativement au 31 décembre 2016.

*Sommaire des flux de trésorerie
(en milliers de dollars)*

	Périodes de trois mois closes le 31 décembre		Périodes de douze mois closes le 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Activités d'exploitation	5 739	9 096	15 932	21 622
Activités d'investissement	(332)	(8 017)	(25 000)	(14 313)
Activités de financement	(5 821)	(334)	8 085	(8 825)
Variation nette liée à la conversion de devises	24	110	(275)	(53)
Variation nette de la trésorerie	(390)	855	(1 258)	(1 569)

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Des flux de trésorerie de 15,9 millions de dollars ont été générés par les activités d'exploitation lors de la période de douze mois close le 31 décembre 2017, comparativement à 21,6 millions de dollars durant la période correspondante en 2016. Le fonds de roulement a nécessité 3,4 millions de dollars au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2017, comparativement à une entrée de trésorerie de 0,3 million de dollars pour la période correspondante en 2016. Cet écart ainsi que la baisse de rentabilité expliquent la diminution des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2017, 25,0 millions de dollars ont été affectés aux activités de financement, comparativement à 14,3 millions de dollars pour l'exercice 2016, une augmentation de 10,7 millions de dollars, principalement attribuable à l'acquisition d'Emballages Stuart ainsi qu'à l'augmentation des dépenses en immobilisations, en raison des investissements initiaux pour l'acquisition d'équipement d'emballage afin d'accroître la capacité de production d'Emballages Stuart et de l'acquisition d'un immeuble à Mississauga, en Ontario, où ont été déménagées les activités de Printer Gateway et les activités ontariennes de Premier Envelope au cours du troisième trimestre.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont atteint 8,1 millions de dollars, par rapport aux flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 8,8 millions de dollars pour la période correspondante en 2016, ce qui représente une augmentation de 16,9 millions de dollars résultant presque entièrement du remboursement plus élevé de la facilité de crédit. Supremex veille à maintenir de faibles ratios d'endettement net tout en conservant sa flexibilité financière.

Sommaire de la situation financière et des sources de financement

La capacité de la Société à générer des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de même que sa capacité d'emprunt en vertu de sa facilité de crédit devraient lui permettre d'obtenir des liquidités suffisantes pour répondre aux besoins prévus des projets existants et futurs.

Obligations contractuelles et arrangements hors bilan

Le tableau qui suit présente les obligations contractuelles de la Société au 31 décembre, 2017.

(en milliers de dollars)

	Paiements à verser par exercice			
	Total	2018	2019	2020 et ultérieurement
Facilité de crédit garantie	43 020	—	—	43 020
Contrats de location simple	16 583	3 603	3 304	9 676
Total	59 603	3 603	3 304	52 696

La société n'a aucun autre arrangement hors bilan.

Financement

Au 31 décembre 2017, la Société a une convention de facilité de crédit renouvelable de premier rang d'une durée de cinq ans d'un montant en capital de 60 millions de dollars venant à échéance le 6 octobre 2020. Aucun remboursement de capital n'est requis avant l'échéance. Cette facilité porte intérêt à un taux variable fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable se situant entre 0% et 0,25% ou les taux des acceptations bancaires, majoré des marges applicables se situant entre 1,50% et 1,75%.

La facilité de crédit garantie est utilisée pour le fonds de roulement, les dépenses en capital et d'autres fins générales de l'entreprise. Elle est garantie par une hypothèque et une sûreté réelle couvrant tous les actifs de la Société et de ses filiales et est soumise à certaines clauses restrictives, dont la Société est tenue, entre autres conditions, de respecter. Durant 2017, la Société était en conformité avec ces clauses restrictives.

Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de crédit pour un total de 10 000\$ comparativement à 60 000\$ au 31 décembre 2016.

Structure du capital

Au 20 février, 2018, la Société avait 28 405 469 actions ordinaires en circulation, une diminution de 205 882 actions à la suite des rachats d'actions faits depuis le 1^{er} janvier 2017 en vertu du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt et risque de change

Les facilités de crédit de la Société portent intérêt à un taux variable. Ainsi, son résultat et ses flux de trésorerie peuvent subir l'incidence négative de la variation des taux d'intérêt.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Ainsi, son résultat et ses flux de trésorerie sont exposés aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Une partie des produits des activités ordinaires de Supremex est générée en dollars américains, et une partie importante de ses charges, notamment une partie des coûts du papier et d'autres matières premières ainsi que certaines dépenses d'investissement, sont engagées en dollars américains. De plus, Supremex tire une partie de ses produits des ventes réalisées en dollars canadiens à certains clients pour lesquels le prix de vente est sensible à la concurrence américaine (voir la rubrique « Facteurs de risque »). La trésorerie, les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent des soldes libellés en dollars américains à la fin de l'exercice.

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers de la Société est décrite à la note 22 afférente aux états financiers consolidés audités de la Société, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF)

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le président et chef de la direction et par le vice-président intérimaire, finances, qui portent, entre autres, sur la conception et l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir une assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du président et chef de la direction et du vice-président intérimaire, finances, en particulier dans la période au cours de laquelle les documents annuels sont préparés. Le président et chef de la direction et le vice-président intérimaire, finances, ont procédé à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ont conclu, d'après leur évaluation, que ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 décembre 2017.

La direction a également conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président intérimaire, finances, ont procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et ont conclu, d'après leur évaluation, que ce contrôle interne était efficace en date du 31 décembre 2017. Afin de procéder à leur évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président intérimaire, finances ont utilisé les critères énoncés par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans la publication intitulée *Internal Control – Integrated Framework*.

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'année se terminant le 31 décembre 2017, qui n'a eu, ou pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

La Société s'attend à ce que ses acquisitions d'entreprises de 2017 soient couvertes par sa certification de contrôle interne à l'égard de l'information financière sous le Règlement 52-109 durant le troisième trimestre de 2018.

Principales méthodes comptables et estimations

La Société prépare ses états financiers selon les IFRS, ce qui oblige la direction à faire des estimations et à formuler des hypothèses qui, à son avis, sont raisonnables compte tenu des renseignements disponibles. Ces estimations et hypothèses ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers ainsi que sur les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes visées. Les principaux éléments qui exigent l'utilisation par la direction d'estimations se rapportent aux immobilisations incorporelles et au goodwill, aux avantages futurs du personnel ainsi qu'aux impôts sur le résultat. La direction fonde ses estimations sur les résultats passés et d'autres hypothèses qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. La direction procède en outre à l'évaluation de ses estimations de manière continue. L'incidence sur les états financiers de tout changement à ces estimations au cours des périodes futures pourrait être importante et serait comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement est apporté.

Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les méthodes que la Société juge les plus importantes pour bien comprendre et évaluer ses résultats présentés comprennent les éléments suivants :

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût d'acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents acquis, en fonction de leurs justes valeurs estimatives respectives. Dans le cadre de ce processus de répartition, la Société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives au moyen de nombreuses estimations et hypothèses importantes concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée définie. Si les événements ou résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses de manière défavorable, la Société pourrait devoir augmenter la dotation aux amortissements ou les pertes de valeur dans le futur.

Au 31 décembre 2017, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill pour ses deux unités génératrices de trésorerie au moyen de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les meilleures estimations de la direction, lesquelles se fondent sur la ligne de conduite prévue de la Société selon l'évolution du marché. La Société n'a constaté aucune dépréciation de la valeur comptable du goodwill. La Société continuera de surveiller l'incidence des changements au sein du marché.

Méthode d'évaluation

La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la juste valeur d'utilité de l'unité génératrice de flux de trésorerie. De plus, depuis le dernier test annuel de dépréciation, la Société n'a pas apporté de modification à la méthode d'évaluation utilisée pour établir la dépréciation du goodwill.

Hypothèses importantes

L'approche axée sur les produits est établie en fonction de la valeur des flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera à l'avenir. La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, qui a été utilisée au 31 décembre 2017, nécessite de prévoir les flux de trésorerie et d'actualiser ceux-ci. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement qui correspond au risque rattaché aux activités de la Société ou aux actifs et tient compte de la valeur temporelle de l'argent. Cette approche exige la formulation d'hypothèses relativement à la croissance ou la décroissance des produits des activités ordinaires, des marges d'exploitation, des taux d'imposition et des taux d'actualisation.

Croissance ou diminution des produits des activités ordinaires

Les hypothèses utilisées étaient fondées sur le budget interne de la Société. La Société a prévu les produits des activités ordinaires, les marges bénéficiaires et les flux de trésorerie sur une période de quatre ans pour chaque UGT. Des hypothèses spécifiques sont utilisées pour chaque UGT. Les projections pour l'UGT de l'enveloppe reflètent la demande décroissante dans le marché canadien de l'enveloppe et un taux de déclin perpétuel à long terme. Les projections pour l'UGT de l'emballage reflètent un taux de croissance perpétuel à long terme pour ce marché porteur. Afin de déterminer ces projections, la Société s'est fondée sur l'expérience, les récentes acquisitions, les tendances économiques de même que les tendances de l'industrie et du marché.

Taux d'actualisation

La Société a présumé un taux d'actualisation avant impôts afin de calculer la valeur actuelle de ses flux de trésorerie prévus. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») pour des sociétés comparables œuvrant dans des secteurs semblables. Le CMPC est une estimation du taux de rendement global requis sur un placement en titres de créance et de capitaux propres et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié. La détermination du CMPC requiert une analyse séparée du coût des titres de capitaux propres et de créance, et suppose une prime de risque basée sur une évaluation des risques liés aux flux de trésorerie prévus.

Les hypothèses clés utilisées lors du test de dépréciation étaient les suivantes :

	2017		2016
	Enveloppes	Emballages	
Taux d'actualisation avant impôts	16,7 %	16,8 %	16,6 %
Taux d'imposition	26,1 %	26,5 %	26,1 %
Taux de (déclin) croissance perpétuel	(3,0 %)	2,0 %	(3,0 %)

Sensibilité

Lors du test de dépréciation le plus récent pour l'UGT de l'enveloppe, si le taux d'actualisation avant impôts avait augmenté à 19,5% ou si le taux de déclin perpétuel avait augmenté à 8,0%, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2017. Si le taux d'actualisation avant impôts avait augmenté à 18,3% ou si le taux de croissance perpétuel avait diminué à (0,2%), la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie de l'emballage aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2017.

Avantages du personnel

La Société agit à titre de promoteur de régimes à prestations définies qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel visés. Le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages du personnel fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation pour évaluer les obligations, le taux de mortalité prévu, l'âge prévu de la retraite, le taux attendu de croissance de la rémunération et le taux tendanciel du coût des soins de santé. Puisque le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages du personnel nécessite le recours à de nombreuses hypothèses, l'évaluation actuarielle comporte une incertitude relative à la mesure. Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses.

Hypothèses importantes :

Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées	3,40 %
Taux d'actualisation de la charge de retraite nette	3,80 %
Taux de croissance de la rémunération	2,50 %
Hypothèse de mortalité	Privé CPM

Taux d'actualisation

Au 31 décembre 2017, nous avons utilisé la méthode de la courbe de taux d'actualisation comptable de l'ICA de Fiera Capital, ce qui est conforme à la méthodologie suggérée dans la Note éducative Hypothèse relative au taux d'actualisation comptable en matière de régimes de retraite et de régimes d'avantages sociaux postérieurs à l'emploi.

Analyse de sensibilité

Pour la Société, une hausse ou une baisse de 0,25% du taux d'actualisation aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations constituées d'environ 3,3 millions de dollars au 31 décembre 2017. Une hausse ou une baisse de 0,25% du taux de la rémunération aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite constituées d'environ 0,4 million de dollars au 31 décembre 2017. Une hausse d'un an de l'espérance de vie des participants aurait comme effet d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite constituées d'environ 3,2 millions de dollars au 31 décembre 2017. L'analyse de sensibilité a été déterminée à l'aide d'une méthode calculant l'impact d'un changement de 0,25% dans les hypothèses clés sur la valeur de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées. Il n'y a eu aucun changement dans les méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer l'analyse de sensibilité comparativement à l'année précédente.

Taux de rémunération

Les augmentations de salaire futures sont basées sur les taux d'inflation futurs prévus.

Impôts sur le résultat

La Société comptabilise une charge d'impôts sur le résultat pour chaque administration où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôts sur le résultat est connu en définitive après la production de la déclaration de revenus et son acceptation par les administrations fiscales, soit après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôts, la Société tient compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en se fondant sur sa capacité à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur échéance, aux résultats imposables futurs. L'estimation se fonde sur les lois fiscales en vigueur et sur les résultats imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent de la déclaration de revenus définitive, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

La Société est assujettie à l'impôt dans de nombreuses juridictions. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs est incertaine dans le cours normal des activités. La Société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des administrations fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions sont établies à l'aide des meilleures estimations du montant qui devrait être payé, selon une évaluation qualitative de tous les facteurs pertinents. La Société réévalue ces provisions à la fin de chaque période afin de déterminer si le montant est adéquat. Cependant, il se peut qu'une provision supplémentaire découle de vérifications effectuées ultérieurement par les administrations fiscales. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale est différent du montant qui avait été comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôts de la période où le règlement a lieu.

Le taux d'impôt effectif de 2017 de la Société correspondait à 26,1% de son résultat avant impôts sur les résultats.

Récents prises de position comptables

IFRS 9, Instruments financiers

IFRS 9, Instruments financiers (l'« IFRS 9 »), qui remplace l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, dicte les règles de publication de l'information financière au titre des actifs financiers et passifs financiers qui entraîneront la présentation d'informations pertinentes et utiles pour les lecteurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

L'IFRS 9 s'applique à compter du 1er janvier 2018.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette norme et l'adoption n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié une norme sur la comptabilisation des produits, soit l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, qui remplace IAS 18 Produits des activités ordinaires, IAS 11 Contrats de construction ainsi que plusieurs interprétations liées aux produits. L'IFRS 15 établit un modèle en cinq étapes qui s'appliquera aux produits des activités ordinaires tirés d'un contrat avec un client (exceptions limitées), peu importe le type de transactions ou le secteur d'activité générant des produits. Les exigences de la norme s'appliqueront également à la comptabilisation et à l'évaluation des profits et pertes à la vente de certains actifs non financiers qui ne sont pas un extrait des activités ordinaires de l'entité (p. ex., les ventes d'immobilisations corporelles ou incorporelles). En avril 2016, l'IASB a publié des amendements à l'IFRS 15, les amendements fournissent des précisions pour assister les compagnies dans la mise en œuvre de la nouvelle norme sur les produits.

L'IFRS 15 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018.

La Société a entrepris une revue complète de ses contrats significatifs en accord avec le modèle en cinq étapes de l'IFRS 15 pour déterminer l'impact sur le moment et la mesure de constatation des produits des activités ordinaires.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette norme et l'adoption n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers.

IFRS 16, Contrats de location

L'IFRS 16 Contrats de location, a été publié en janvier 2016 et sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise sous réserve de certaines conditions.

L'IFRS 16 remplace l'IAS 17 Contrats de location et les interprétations connexes. Selon cette nouvelle norme, qui présente un modèle unique de comptabilisation pour les contrats de location et élimine la distinction existante entre contrats de location-financement et contrats de location-exploitation, la plupart des contrats de location seront comptabilisés à l'état de la situation financière. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence importante sur l'état de la situation financière et l'état du résultat, puisque la presque totalité des contrats de location-exploitation seront inscrits à l'actif avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société continue présentement d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

Évènement récent

Le 20 février 2018, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de \$0.065 par action ordinaire, payable le 13 avril 2018, aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 30 mars 2018.

Facteurs de risque

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires et la situation financière de Supremex sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs qui échappent au contrôle de sa direction.

Diminution de la consommation d'enveloppes

Les activités de fabrication d'enveloppes de Supremex dépendent fortement de la demande d'enveloppes pour le courrier. Supremex pourrait devoir faire concurrence à des produits de remplacement, ce qui aurait un effet sur la demande pour ces produits. L'utilisation d'Internet et d'autres médias électroniques ne cesse d'augmenter. Les consommateurs s'en servent pour acheter des produits et des services, mais aussi à d'autres fins, par exemple pour régler des factures de services publics et de cartes de crédit. Les annonceurs ont recours à Internet et aux médias électroniques pour des campagnes à l'intention de groupes d'utilisateurs particuliers. Les entreprises de toutes tailles font aussi appel aux médias électroniques pour exercer leurs activités, envoyer des factures et percevoir les sommes qui leur sont dues.

En Amérique du Nord, on s'attend à ce que la décroissance se poursuive dans les secteurs des enveloppes et de la livraison postale dans un avenir prévisible, en raison d'une diminution graduelle et généralisée de l'utilisation des produits traditionnels à base de papier. Les activités de Supremex sont tributaires du courrier commercial et du publipostage. Le volume de courrier commercial semble avoir diminué depuis quelques années, en partie à cause de l'utilisation croissante de moyens de communication et de transfert d'information non traditionnels comme le courrier électronique et Internet. Rien ne garantit que le secteur du publipostage puisse récupérer sa part de marché. C'est pourquoi il n'existe aucune certitude que Supremex pourra augmenter ses ventes, ni même les maintenir à des niveaux atteints par le passé.

Afin de réduire ce risque, la Société s'efforce continuellement d'améliorer son efficacité opérationnelle et de développer de nouveaux produits tels que des emballages utilisés pour le traitement des commandes du commerce électronique et pour d'autres applications.

Comme la plupart des enveloppes utilisées au Canada et aux États-Unis servent au courrier, une grève ou tout autre arrêt de travail des employés syndiqués des postes se traduiraient par une suspension temporaire des envois postaux de la plupart des clients de Supremex, ce qui pourrait avoir un effet négatif important sur la Société. Au cours de l'été 2011, un arrêt de travail à Postes Canada a duré environ trois semaines. Au cours de l'été 2016, d'autres négociations collectives ont à nouveau fait planer la menace d'un arrêt de travail. Cependant, les parties en sont venues à une entente et les arrêts de travail ont été évités. Durant ces deux périodes, les envois postaux aux clients ont été légèrement touchés et certaines commandes de publipostage ont été annulées. L'adoption de la facturation en ligne a aussi augmenté au cours de cette période. De nombreuses grandes entreprises ont profité de l'arrêt de travail à Postes Canada pour promouvoir les avantages de la facturation en ligne. Il est impossible de quantifier l'incidence de cet arrêt de travail, compte tenu de son effet éventuel à long terme.

Notons également que les tarifs postaux influencent considérablement l'utilisation des enveloppes. Une augmentation de ces tarifs, comparativement à ceux des autres modes de livraison ou de publicité, pourrait entraîner une diminution du courrier à livrer. En décembre 2013, Postes Canada annonçait la mise en œuvre d'un plan d'action en cinq points, lequel prévoyait notamment :

- Que le tiers des ménages canadiens qui reçoivent leur courrier à domicile le recevraient à des boîtes postales communautaires d'ici les cinq prochaines années (depuis suspendu par le gouvernement Trudeau);
- Qu'une nouvelle structure de tarification progressive pour les envois poste-lettres à l'intérieur du Canada serait mise en place en mars 2014 (avec des hausses variant de 14,75 % pour les envois poste-lettres de format standard affranchis à la machine à 35 % pour les timbres achetés à l'unité);
- Qu'elle renforcerait son réseau de vente au détail par l'ajout de bureaux de poste dans les commerces à l'échelle du pays;
- Que des changements seraient apportés aux activités internes afin que les colis et le courrier circulent plus efficacement dans le réseau de traitement et jusqu'au client;
- Qu'elle modifierait son modèle opérationnel pour réduire ses besoins en main-d'œuvre.

Rien ne garantit qu'une hausse future des tarifs postaux n'aura pas une incidence défavorable sur le volume des envois postaux ou sur le nombre d'enveloppes achetées.

Enfin, il est de plus en plus question d'une loi « anti-courrier » (« Do-Not-Mail ») aux États-Unis. Ce type de loi s'appliquerait au niveau des États. Même si des activités de ce genre n'ont généralement pas été réussies, si de telles lois étaient adoptées, elles auraient un effet négatif sur le volume de ventes de la Société.

Relation avec les clients

Supremex ne conclut généralement pas de contrats écrits à long terme avec ses clients. Il est donc toujours possible que l'un d'eux puisse mettre fin à sa relation avec Supremex sans avoir à donner de préavis ni à subir de pénalité. D'autre part, même si un client décide de poursuivre sa relation d'affaires avec Supremex, rien ne garantit que ses commandes soient aussi importantes que par le passé ou qu'elles soient soumises aux mêmes conditions.

Concurrence

Bien que Supremex occupe une position dominante sur le marché canadien des enveloppes, l'arrivée de nouveaux concurrents sur ce marché pourrait avoir une incidence sur les marges et les ventes de la Société. De 2008 à 2011, la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain a incité des concurrents américains à augmenter leur présence sur le marché canadien dans les cinq années précédant 2013. Les grands fabricants d'enveloppes américains peuvent utiliser leur capacité excédentaire pour pénétrer le marché canadien des enveloppes. Tant que le marché américain demeure relativement faible, il y aura des pressions sur les prix sur le marché canadien. Par contre, les coûts de transport et les problèmes de livraison sont des facteurs pouvant limiter la capacité de répondre à distance aux besoins de clients ayant des volumes de vente importants. Depuis la seconde moitié de 2012, le dollar canadien a commencé à faiblir par rapport au dollar américain, une tendance générale qui se maintient.

Dans le marché actuel, les prix offerts par les fabricants d'enveloppes canadiens sont très concurrentiels afin de générer de nouvelles ventes pour remplacer celles perdues. Étant donné l'importante part du marché canadien détenue par la Société, la majorité des nouveaux clients que décrochent les petits concurrents au Canada sont d'anciens clients de Supremex.

Au cours des dernières années, parce qu'il est saturé, le marché américain des enveloppes a subi des changements structurels et une pression sur les prix. Tout récemment, le plus grand fabricant de l'industrie avec une production annuelle de 50 milliards d'enveloppes, déposait une demande de placement sous la protection du Chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites le 2 février 2018.⁴ Bien qu'il n'y ait aucune garantie d'un tel résultat, la direction estime que grâce à ses activités américaines, Supremex est bien positionnée pour accroître ses parts de marché.

Croissance par acquisitions

La Société prévoit prendre de l'expansion à la fois grâce à la croissance interne et au moyen d'acquisitions. Au cours des dernières années, la Société s'est développée grâce à des acquisitions et devrait raisonnablement et en grande partie s'appuyer sur de nouvelles acquisitions pour poursuivre sa croissance. La capacité d'évaluer correctement la juste valeur des entreprises acquises, de consacrer le temps et les ressources humaines nécessaires pour intégrer avec succès leurs activités à celles de la Société ainsi que la capacité de créer des synergies, d'apporter des améliorations, de réaliser les bénéfices prévus et d'obtenir les rendements escomptés constituent des risques inhérents aux acquisitions. La société peut également être sujette à des passifs potentiels d'acquisitions antérieures qu'elle n'a peut-être pas découverts dans le cadre de sa vérification diligente.

Cycles économiques

Le risque lié aux cycles économiques est un risque important auquel Supremex fait face et qu'elle ne peut contrôler. Dans un contexte de ralentissement économique, le publipostage est le secteur du marché de Supremex qui est le plus touché. En effet, il y a un lien direct entre la variation du PIB et le volume de publipostage. En raison de la conjoncture récente, la Société a subi une baisse importante du volume des ventes dans ce secteur. Les effets de cette baisse sont limités, puisque le publipostage représente moins de 20 % du volume annuel total de Supremex. Pour ce qui est du courrier commercial, qui représente environ 50 % du volume annuel de ventes de Supremex, les cycles économiques ont une incidence moindre que sur le volume des ventes de publipostage, puisque les entreprises doivent toujours poster leurs factures à leurs clients, bien que la facturation électronique fasse une percée timide dans ce segment du marché. À long terme, le volume de courrier commercial a diminué.

Recours au personnel clé

Les cadres supérieurs et les employés de Supremex possèdent une vaste expérience de l'industrie ainsi que des entreprises, des fournisseurs, des produits et des clients. La perte des connaissances, de l'expertise et des compétences techniques de la direction en raison de la perte d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de gestion principale pourrait entraîner un détournement des ressources de gestion ou un vide temporaire parmi les cadres. Ceci pourrait nuire à la capacité de la Société à se développer et à mettre en œuvre d'autres stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir des répercussions défavorables importantes sur ses résultats opérationnels et financiers. De plus, l'expertise relative à la fabrication d'enveloppes est rare et la perte des dirigeants clés qui gèrent ces fonctions pourrait avoir des effets négatifs importants sur la capacité de la Société à continuer à offrir une gamme de produits attrayante à ses clients, ce qui, à son tour, pourrait entraîner de graves répercussions sur ses activités et ses résultats financiers.

Matières premières

Le papier, le matériel à fenêtre, l'encre et les adhésifs sont les principales matières premières utilisées par la Société. Les fluctuations du coût des matières premières et de l'énergie ont des effets sur ses activités.

Alors qu'auparavant, une hausse du coût du papier se répercutait sur le prix payé par les clients de Supremex, l'augmentation du prix du papier peut avoir un effet négatif sur ses activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achat des clients, particulièrement dans la conjoncture économique actuelle. De plus, l'augmentation du prix du papier a un effet négatif sur la rentabilité de Supremex si cette augmentation ne peut être transférée aux clients. Dans le but de réduire ce risque, la Société ne dépend pas d'un seul fournisseur et fait généralement preuve de rigueur lorsqu'il y a lieu de transférer toute augmentation de coût des matières premières à ses clients. La disponibilité de carton recyclé d'une qualité appropriée à une distance raisonnable des divisions de produits

⁴ Rucinski, Tracy. (2018, 2 février). ["Envelope maker, comic book printer Cenveo files for bankruptcy protection"](#). Reuters.

d'emballage de la Société constitue également un risque. Enfin, les fluctuations du prix du pétrole, un élément essentiel dans la fabrication du matériel à fenêtre, de l'encre et des adhésifs, ont un effet direct sur le prix de ces matières premières. Une augmentation du prix du pétrole peut avoir un effet négatif sur les activités si elle entraîne une modification des habitudes d'achat des clients.

Taux de change

Une partie des produits des activités ordinaires de Supremex est générée en dollars américains et une partie importante de ses charges, notamment la quasi-totalité du coût du papier et d'autres matières premières ainsi que certaines dépenses d'investissement, est engagée en dollars américains. De plus, Supremex tire une partie de ses produits de ventes réalisées en dollars canadiens à certains clients pour lesquels le prix de vente est sensible à la concurrence américaine.

L'exposition nette au dollar américain continue de diminuer en raison d'une augmentation des revenus provenant du marché américain des enveloppes, ce qui aide à compenser pour le volume d'achats de matières premières que la Société doit effectuer en dollars américains. Les produits tirés des ventes aux États-Unis représentent 30,3 % des produits consolidés de l'exercice 2017, en hausse comparativement à 25,8 % au cours de l'exercice 2016.

Environnement

Le secteur dans lequel la Société évolue nécessite l'emploi de grandes quantités de papier dans le cadre des activités quotidiennes. Comme les citoyens se soucient de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable, on demande de plus en plus à Supremex que ses produits et services soient respectueux de l'environnement. Par exemple, les préoccupations environnementales pourraient modifier les habitudes des consommateurs et de nouvelles lois pourraient forcer la Société à utiliser des matériaux respectueux de l'environnement, mais plus coûteux, dans son procédé de production. Afin de réduire ce risque, la Société s'efforce d'être à l'avant-garde de l'industrie par son engagement envers la protection de l'environnement et elle collabore avec ses fournisseurs pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son incidence sur l'environnement. Supremex est aussi un chef de file dans le marché canadien des enveloppes en ce qui a trait à la commercialisation de matériaux respectueux de l'environnement, comme du papier entièrement recyclé.

Disponibilité des capitaux

En 2015, la Société a conclu une convention de facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang d'une durée de cinq ans, pour un montant de 50 millions de dollars échéant le 6 octobre 2020, auprès de la Banque de Montréal. Cette facilité de crédit a été augmentée à 60 millions de dollars en juillet 2017. Bien que la Société ait renouvelé son financement à la hausse avec succès, rien ne garantit que des fonds supplémentaires seront disponibles dans le futur et, s'ils le sont, qu'ils lui seront fournis dans des délais et selon des conditions qui lui conviennent.

Crédit

La Société est exposée au risque de crédit en ce qui concerne ses comptes clients. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. Aucun client ne représente plus de 10 % des comptes clients consolidés. La clientèle de Supremex est bien diversifiée et comprend d'importants clients nationaux comme de grandes sociétés canadiennes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions. Par le passé, le niveau de créances douteuses a toujours été faible étant donné la nature de la clientèle. Au 31 décembre 2017, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux comptes clients correspondait à leur valeur comptable.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques de marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur les taux préférentiels canadiens majorés d'une marge applicable se situant entre 0 % et 0,25 % ou les taux des acceptations bancaires plus des marges applicables qui varient de 1,50 % à 1,75 %. Au 20 février 2018, la Société juge que le niveau de sa dette n'est pas suffisamment élevé pour justifier la conclusion d'un nouveau swap de taux d'intérêt.

Litiges

Supremex, comme d'autres sociétés de fabrication et de ventes, s'expose à des responsabilités éventuelles liées à ses activités, y compris les frais occasionnés par un vice de produit, un retard de livraison, un manque de fiabilité ou un mauvais rendement. Supremex est, de temps à autre, poursuivie ou menacée d'être poursuivie en justice, notamment pour responsabilité du fait du produit, préjudice personnel, inexécution de contrat, perte de profits ou autres réclamations en dommages-intérêts indirects, dans le cours normal de ses activités. Une lourde condamnation contre Supremex, ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité substantielle en raison d'une contravention aux lois ou aux règlements, ou le fait d'agir à titre de défenderesse dans le cadre d'une série de réclamations, pourraient nuire considérablement à ses activités, à sa situation financière, à ses résultats d'exploitation et à ses liquidités disponibles aux fins de distribution.

Avantages sociaux futurs des employés

La Société maintient quatre régimes de retraite agréés à prestations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Trois de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a effectué la conversion, aux fins de services futurs, de ses régimes à prestations définies en régimes à cotisations définies. Par le passé, la Société a également offert, à un nombre limité d'employés, des régimes d'avantages complémentaires de retraite et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui comprenaient des soins de santé, des soins dentaires et une couverture d'assurance vie pour un nombre limité d'employés.

Le niveau des cotisations de Supremex pourrait varier en fonction du rendement réalisé sur les actifs des régimes de retraite et du taux d'actualisation des passifs futurs, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa situation financière.

Informations prospectives

Le présent communiqué contient des informations prospectives au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, notamment des énoncés concernant le BAIIA et le rendement futur de Supremex et des énoncés semblables ou de l'information sur les circonstances, les attentes, le rendement et les résultats futurs prévus. Les informations prospectives peuvent contenir des expressions comme prévoir, présumer, croire, devoir, viser, avoir l'intention de, s'attendre à, pouvoir, entendre et chercher à, éventuellement employées au futur ou au conditionnel. Ces informations ont trait aux événements futurs ou au rendement futur et reflètent les hypothèses, attentes et estimations actuelles de la direction à propos de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives et des occasions futures de l'entreprise, de la conjoncture économique canadienne et de la capacité de l'entreprise d'attirer et de conserver des clients. L'information prospective est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction ainsi que sur l'information disponible pour Supremex à la date du présent communiqué. Ces hypothèses, attentes et estimations sont abordées tout au long du rapport de gestion pour l'exercice 2017.

Les informations prospectives sont assujetties à certains risques et à certaines incertitudes. Elles ne devraient pas être lues comme étant des garanties de résultats ou de rendement futurs et les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, des prévisions ou des projections énoncées dans ces informations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent, entre autres : les cycles économiques, les fonds disponibles, la diminution de la consommation d'enveloppes, l'augmentation de la concurrence, la fluctuation des taux de change, l'augmentation du coût des matières premières, les risques de crédit liés aux créances clients, l'augmentation de la capitalisation des régimes de retraite de la Société, les lacunes des services postaux, la fluctuation des taux d'intérêt et le risque potentiel de litige. Les incertitudes et les risques sont abordés tout au long du rapport de gestion pour l'exercice 2017, notamment à la rubrique « Facteurs de risque ». Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les informations prospectives se concrétiseront. Les lecteurs ne devraient pas se fier indument à ces informations prospectives, sauf s'ils sont tenus de le faire en vertu des lois applicables en matière de valeurs mobilières. La Société décline expressément toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ou de réviser toute information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Définition du BAIIA, BAIIA ajusté, résultat net ajusté et des mesures non conformes aux IFRS

Le « BAIIA » désigne le résultat avant frais de financement, impôts sur le résultat, amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, et (gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles. Supremex est d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et d'acquitter ses charges financières. Les références au "BAIIA ajusté" se rapportent au BAIIA ajusté pour retirer les dépenses liées à la fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway. Les références au « bénéfice net ajusté » correspondent au bénéfice net ajusté pour retirer les dépenses liées à la fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway, déduction faite des impôts sur le résultat.

Le BAIIA, le BAIIA ajusté ou le résultat net ajusté n'est pas une mesure des résultats conforme aux IFRS et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA, le BAIIA ajusté ou le résultat net ajusté peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres entités. Les investisseurs sont avisés que le BAIIA, le BAIIA ajusté ou le résultat net ajusté ne doit pas être considéré comme une mesure de remplacement du résultat net établi selon les IFRS comme indicateur du rendement de la Société. Les autres mesures non conformes aux IFRS incluent le ratio d'endettement net au BAIIA ajusté. Ce ratio est calculé en conformité avec la facilité de crédit de la Société en divisant la dette totale nette de l'encaisse par le BAIIA ajusté.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels relatifs à la Société, incluant la notice annuelle de Supremex, se trouvent sur le site www.sedar.com.

États financiers consolidés

Supremex Inc.

31 décembre 2017 et 2016

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens

Rapport des auditeurs indépendants

Aux actionnaires de
Supremex Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Supremex Inc.**, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016 et l'état consolidé du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **Supremex Inc.** aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.¹

Montréal, Canada

Le 20 février 2018

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121006

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 31 décembre	Notes	2017 \$	2016 \$
ACTIFS			
Actif courant			
Trésorerie		706 190	1 964 947
Créances clients	6	25 977 010	21 237 321
Impôts sur le résultat à recevoir		524 520	472 886
Stocks	7	18 917 859	16 042 550
Frais payés d'avance		1 026 896	647 541
Total de l'actif courant		47 152 475	40 365 245
Immobilisations corporelles	8, 10	34 329 207	27 404 026
Actif au titre des prestations de retraite constituées	9	3 876 907	2 305 107
Immobilisations incorporelles	10, 11	14 796 056	9 377 021
Goodwill	10, 12	57 769 363	53 088 016
Total de l'actif		157 924 008	132 539 415
 PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	5, 13	19 994 984	17 881 807
Dividende à payer	19	1 846 355	1 716 681
Provisions	14	290 864	324 236
Total du passif courant		22 132 203	19 922 724
Facilité de crédit garantie	15	42 830 886	26 893 914
Passif d'impôt différé	16	5 808 186	3 186 717
Autres passifs à long terme	5	427 000	—
Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	9	206 600	199 000
Total du passif		71 404 875	50 202 355
Capitaux propres			
Capital-actions	17	9 695 439	9 765 711
Surplus d'apport	17	278 111 408	278 979 895
Déficit		(200 939 855)	(207 043 901)
Écart de change		(347 859)	635 355
Total des capitaux propres		86 519 133	82 337 060
Total du passif et des capitaux propres		157 924 008	132 539 415

Engagements, éventualités et garanties (note 20)

Évènement postérieur (note 25)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration:

Par : signé (Robert B. Johnston)
Administrateur

Par : signé (Mathieu Gauvin)
Administrateur

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices clos les 31 décembre	Notes	2017 \$	2016 \$
Produits des activités ordinaires		179 072 759	160 570 353
Charges d'exploitation	7, 9, 18	130 325 375	114 447 567
Frais de vente et d'administration	9, 18	22 920 182	18 740 282
Résultat d'exploitation avant amortissement, perte à la cession d'immobilisations corporelles et fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway		25 827 202	27 382 504
Amortissement des immobilisations corporelles	8	3 713 196	4 519 575
Amortissement des immobilisations incorporelles	11	1 682 702	1 916 581
Perte à la cession d'immobilisations corporelles		114 533	26 766
Fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway	8, 10, 11, 12	2 191 765	—
Résultat d'exploitation		18 125 006	20 919 582
Frais de financement, net	15	1 078 191	852 029
Résultat avant les impôts sur le résultat		17 046 815	20 067 553
Impôts sur le résultat	16	4 655 987	5 474 809
Résultat net		12 390 828	14 592 744
Résultat net de base et dilué par action		0,4348	0,5094
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		28 495 406	28 645 053

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos les 31 décembre	Notes	2017 \$	2016 \$
Résultat net		12 390 828	14 592 744
Autres éléments du résultat global			
<i>Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Écarts de change comptabilisés		(983 214)	(201 156)
<i>Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>		(983 214)	(201 156)
<i>Items qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Gains actuariels constatés sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées, déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 244 822\$ (2016 – 847 190\$)	9	692 878	2 401 910
Profit (pertes) actuariel(le)s constatées sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite, déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 775 \$ (2016 – charge d'impôts sur le résultat de 6 962\$)	9	(5 025)	19 738
<i>Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>		687 853	2 421 648
Autres éléments du résultat global		(295 361)	2 220 492
Total du résultat global		12 095 467	16 813 236

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos les 31 décembre

	Capital-actions \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Écart de change \$	Total des capitaux propres \$
Au 31 décembre 2015	9 813 365	279 601 180	(217 615 887)	836 511	72 635 169
Résultat net	—	—	14 592 744	—	14 592 744
Autres éléments du résultat global	—	—	2 421 648	(201 156)	2 220 492
Total du résultat global	—	—	17 014 392	(201 156)	16 813 236
Dividendes déclarés (note 19)	—	—	(6 442 406)	—	(6 442 406)
Actions rachetées et annulées (note 17)	(47 654)	(621 285)	—	—	(668 939)
Au 31 décembre 2016	9 765 711	278 979 895	(207 043 901)	635 355	82 337 060
Résultat net	—	—	12 390 828	—	12 390 828
Autres éléments du résultat global	—	—	687 853	(983 214)	(295 361)
Total du résultat global	—	—	13 078 681	(983 214)	12 095 467
Dividendes déclarés (note 19)	—	—	(6 974 635)	—	(6 974 635)
Actions rachetées et annulées (note 17)	(70 272)	(868 487)	—	—	(938 759)
Au 31 décembre 2017	9 695 439	278 111 408	(200 939 855)	(347 859)	86 519 133

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre	Notes	2017 \$	2016 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		12 390 828	14 592 744
Ajustements sans effet sur la trésorerie pour rapprocher le résultat net et le montant net des flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	3 713 196	4 519 575
Amortissement des immobilisations incorporelles	11	1 682 702	1 916 581
Amortissement des frais de financement reportés	15	68 628	68 628
Perte à la cession d'immobilisations corporelles		114 533	26 766
Fermeture des activités non stratégiques de Printer Gateway	10	2 191 765	—
Recouvrement d'impôt différé	16	(629 423)	(474 488)
Variation des avantages sociaux		19 700	676 754
		19 551 929	21 326 560
Variation du fonds de roulement			
Variation des créances clients		(1 855 105)	2 394 651
Variation des stocks		(1 107 192)	1 180 850
Variation des frais payés d'avance		(222 221)	44 309
Variation des dettes fournisseurs et charges à payer		(61 565)	(1 959 958)
Variation des provisions	14	(33 372)	(8 703)
Variation des impôts sur le résultat à payer		(114 786)	(1 308 132)
Variation des avantages sociaux		(653 000)	(47 400)
Variation des autres passifs à long terme	5	427 000	—
Flux de trésorerie des activités d'exploitation, montant net		15 931 688	21 622 177
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises, net de la trésorerie acquise	5	(17 930 008)	(11 983 435)
Ajustements sur la contrepartie payée pour les acquisitions d'entreprises antérieures		463 533	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(8 062 692)	(1 635 186)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	11	(373 835)	(770 446)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		903 127	75 982
Flux de trésorerie d'investissement, montant net		(24 999 875)	(14 313 085)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (remboursement) de la facilité de crédit garantie		15 868 344	(1 848 735)
Dividendes payés	19	(6 844 961)	(6 307 029)
Rachat d'actions pour annulation	17	(938 759)	(668 939)
Flux de trésorerie de financement, montant net		8 084 624	(8 824 703)
Variation nette de la trésorerie		(983 563)	(1 515 611)
Variation nette liée à la conversion de devises		(275 194)	(53 359)
Trésorerie au début de la période		1 964 947	3 533 917
Trésorerie à la fin de la période		706 190	1 964 947
Informations additionnelles ⁽¹⁾			
Intérêts payés		1 149 003	887 660
Intérêts reçus		12 670	6 555
Impôts sur le résultat payés		5 593 141	7 503 602
Impôts sur le résultat reçus		388 038	388 672

⁽¹⁾ Les montants payés ou reçus à titre d'intérêts et d'impôts sur le résultat ont été présentés comme flux de trésorerie des activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Supremex Inc. (la « Société » ou « Supremex ») a été constituée en société par actions le 31 mars 2006 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les actions ordinaires (« action ordinaire ») de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (le « TSX »), sous le symbole SXP. Le siège social de la Société est situé au 7213, rue Cordner, à LaSalle, au Québec.

Supremex est un chef de file nord-américain dans la fabrication et la distribution d'enveloppes ainsi qu'un fournisseur de produits d'emballage et de produits spécialisés en plein essor. Les produits des activités ordinaires de Supremex sont soumis aux caractéristiques saisonnières en matière de publicité et d'envois postaux de ses clients. Le nombre d'enveloppes vendues par Supremex est généralement plus élevé au cours de l'automne et de l'hiver, ce qui s'explique principalement par le nombre accru d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et la période des déclarations de revenus. Le nombre d'enveloppes vendues par Supremex est par ailleurs généralement plus faible au cours du printemps et de l'été en prévision d'un ralentissement des envois postaux expédiés par les entreprises durant l'été.

Ces états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 20 février 2018.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation et déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité des activités et selon la méthode du coût historique.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Supremex Inc. et de ses filiales en propriété exclusive, Emballages Stuart Inc., Supremex Midwest Inc., Emballages SXP Inc., Buffalo Envelope Inc. et Classic Envelope Inc.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date d'acquisition, soit la date où leur contrôle est acquis par la Société, et cessent d'être consolidées dès la perte du contrôle. La période visée par les états financiers des filiales et les méthodes comptables suivies par ces dernières correspondent à celles de la société mère. Tous les soldes, produits et charges, profits et pertes latents ainsi que les dividendes résultant de transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés à l'aide de la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond au total de la contrepartie versée, mesurée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont engagés. Le goodwill est initialement mesuré au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie versée sur le montant net des actifs acquis et des passifs pris en charge identifiables de la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé en résultat net.

À la suite de sa comptabilisation initiale, le goodwill est mesuré au coût moins toute dépréciation cumulée.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est réparti, à compter de la date d'acquisition, entre chacune des unités génératrice de trésorerie (« UGT ») de la Société qui devraient tirer des avantages du regroupement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Secteurs d'activité

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées, de produits d'emballages et de produits spécialisés.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés de Supremex sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant aussi sa monnaie fonctionnelle. Supremex et chacune de ses filiales déterminent leur propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans chacun de leurs états financiers sont mesurés à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions effectuées en devises sont initialement comptabilisées par les entités à l'aide du taux de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur au moment de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle à l'aide du taux de change en vigueur à la date de clôture. Tout écart de change est ensuite enregistré dans l'état des résultats consolidé.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique libellés en devises sont convertis à l'aide des taux de change en vigueur au moment des transactions initiales.

Filiales

Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture, et leurs résultats sont convertis à l'aide du taux de change moyen en vigueur au cours de la période. Les écarts de change découlant de la conversion sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global. Au moment de la cession d'une filiale étrangère, le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global correspondant à cette filiale étrangère est passé en résultat.

Constatation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et rabais estimés, et à la suite des éliminations des transactions intersociétés.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les critères suivants sont satisfaits :

- les risques et avantages inhérents à la propriété des biens, notamment la responsabilité de gestion, ont été transférés à l'acheteur;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable;
- l'obtention d'avantages économiques est probable; et
- les coûts engagés ou devant être engagés peuvent être évalués de façon fiable.

Outre les principes généraux décrits ci-dessus, la Société applique des critères de constatation des produits des activités ordinaires particuliers concernant les ventes à livrer. Lorsque le client demande d'effectuer la transaction sous forme de vente à livrer, les produits des activités ordinaires sont constatés sur facturation au client des biens qui ont été produits, emballés et préparés pour l'expédition. Ces biens sont livrés dans un délai établi et sont isolés des stocks qui sont destinés à être vendus, le risque inhérent à la propriété des biens est assumé par le client, et les modalités et l'historique concernant le recouvrement des factures connexes correspondent à ceux de toutes les autres ventes.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Imposition

La charge d'impôts est composée de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés sauf s'ils sont liés à des éléments inscrits en résultat global ou directement aux capitaux propres.

Impôt exigible

La charge d'impôts exigibles se fonde sur les résultats de l'exercice, compte tenu des ajustements pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. L'impôt exigible est calculé à l'aide des taux d'imposition et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations d'impôt concernant les situations où la réglementation fiscale est sujette à interprétation. Lorsque nécessaires, des provisions sont établies sur la base des montants que l'on s'attend à devoir verser aux administrations fiscales.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon l'approche bilantielle, à partir des différences temporaires à la date de clôture. Il représente l'impôt que l'on s'attend à payer ou à recouvrer sur les différences temporaires entre les valeurs fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans l'état consolidé de la situation financière. Le calcul de l'impôt différé tient compte des taux d'imposition et des lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période et qui devraient s'appliquer au moment de la réalisation des actifs d'impôt différé ou du règlement des passifs d'impôt différé.

Les passifs d'impôt différé :

- sont généralement comptabilisés à l'égard de différences temporaires imposables;
- sont comptabilisés à l'égard de différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, sauf si la Société peut contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et qu'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible; et
- ne sont pas comptabilisés à l'égard de différences temporaires qui découlent du goodwill non déductible sur le plan fiscal.

Les actifs d'impôt différé :

- sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables, contre lesquels les différences temporaires (report de crédits d'impôt et de pertes inutilisés) pourront être appliquées, seront disponibles; et
- sont remis en question à la fin de chaque période et sont diminués dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour recouvrer tout ou une partie des actifs d'impôt différé.

Des actifs et passifs d'impôt différés ne sont pas comptabilisés à l'égard de différences temporaires qui découlent de la comptabilisation initiale des actifs et des passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. La transaction n'a aucune incidence sur le bénéfice comptable ou le bénéfice imposable au moment où elle est conclue. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est réévaluée à chaque date de clôture et diminuée dans la mesure où il n'est plus probable que des bénéfices imposables seront générés en quantité suffisante pour absorber une partie ou la totalité de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non constatés sont réévalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où les bénéfices imposables futurs devraient permettre d'utiliser ces actifs d'impôt différé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Taxes de vente

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés déduction faite des taxes de vente, sauf :

- lorsque la taxe de vente découlant de l'achat d'actifs ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. En pareil cas, la taxe de vente est passée en charges ou comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif;
- en ce qui concerne le montant des créances clients et des dettes fournisseurs qui inclut le montant de taxes de vente.

Le montant net des taxes de vente payable à l'administration fiscale ou recouvrable auprès de celle-ci est inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer dans l'état consolidé de la situation financière.

Avantages sociaux

La Société maintient quatre régimes de retraite à prestations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Trois de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a effectué la conversion de ses régimes à prestations définies en régimes à cotisations définies, pour le service futur. Tous les régimes à prestations définies sont financés.

La charge de retraite de la période des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi est établie annuellement par calcul actuariel par des actuaires indépendants à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Le coût des services passés est comptabilisé en résultat dès la date de modification ou de réduction du régime, ou la date à laquelle la Société comptabilise les coûts de restructuration du régime correspondants.

L'actif ou le passif comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière représente la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de la période moins la juste valeur des actifs du régime et l'effet du plafond de l'actif, s'il y a lieu. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées relativement aux services rendus à la fin de l'exercice est calculée par actualisation des versements de prestations prévus à l'aide des taux d'intérêt en vigueur pour les obligations de sociétés de première qualité qui sont libellées dans la monnaie de versement des prestations et qui ont une durée voisine de celle du passif de retraite connexe. Tous les écarts actuariels, les impacts de la règle du « plafond de l'actif » et le rendement sur l'actif, excluant l'intérêt net, sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Pour les régimes financés, les excédents sont comptabilisés seulement s'ils sont recouvrables, c'est-à-dire si ces excédents permettent à la Société de réduire, à son gré, ses cotisations futures au régime en prenant en considération les cotisations futures pour les passifs non financés. La recouvrabilité est fonction de la capacité de la Société à diminuer unilatéralement les cotisations futures au régime.

La charge d'intérêt relative à l'obligation au titre des prestations de retraite constituées est calculée en appliquant le taux d'actualisation de l'exercice précédent au solde d'ouverture de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées ainsi que les entrées de trésorerie de l'exercice. Elle est comptabilisée dans les frais de financement de l'état consolidé des résultats. Tous les autres frais d'administration de la charge liée aux régimes de retraite sont comptabilisés dans les frais de vente et d'administration de l'état consolidé des résultats.

Les cotisations aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dès qu'elles sont engagées, soit à mesure que les services des membres du personnel concernés sont rendus.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont généralement payables lorsque l'emploi prend fin avant la date normale de départ à la retraite ou lorsqu'un membre du personnel accepte volontairement de quitter son emploi contre indemnité. La Société comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi de membres du personnel actuels selon un plan officiel et détaillé sans possibilité réelle de se rétracter ou d'offrir des indemnités de cessation d'emploi pour encourager les départs volontaires.

Résultat net de base et dilué par action

La Société présente le résultat de base net par action pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits finis et des produits en cours comprend les matières premières, la main-d'œuvre directe, les autres coûts directs et les coûts indirects de fabrication. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif obtenu dans le cours normal des activités, déduction faite des frais de vente variables applicables.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utile estimatives, comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée des baux
Matériel et outillage	sept à 15 ans
Mobilier de bureau	trois à cinq ans
Matériel informatique	trois ans

La valeur résiduelle, les méthodes d'amortissement et la durée de vie utile font l'objet d'un examen annuel avant la fin de chaque exercice et sont ajustées au besoin.

Immobilisations incorporelles

Au moment de l'acquisition, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées à la juste valeur si elles découlent d'un regroupement d'entreprises, ou au coût dans les autres cas et sont ensuite comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. Les immobilisations incorporelles acquises comprennent principalement les relations clients et les ententes de non-concurrence et sont amorties selon la méthode linéaire sur une période de dix ans. Le logiciel est amorti selon la méthode linéaire sur une période de sept à dix ans.

Dépréciation d'actifs non financiers

Une charge de dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un bien est moindre que sa valeur comptable. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur d'un bien, déduction faite des frais de vente, ou à sa valeur d'utilité si cette dernière est plus élevée. La Société suit l'évolution des pertes de valeur lorsque des événements ou des changements de situation indiquent une reprise possible de ces pertes de valeur, autres que celles liées au goodwill.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La valeur comptable de toutes les immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas de génération de flux de trésorerie identifiables. La Société base son calcul de dépréciation sur des budgets détaillés et des projections qui couvrent généralement une période de quatre ans.

Dépréciation du goodwill

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au 31 décembre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle se rattache le goodwill à sa valeur comptable. Toute dépréciation de la valeur comptable par rapport à la juste valeur est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la perte de valeur s'est produite.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour régler l'obligation à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision en raison du passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés soit comme contrats de location simples ou contrats de location-financement, selon la nature de la transaction au début du contrat. Le classement est réévalué si les modalités du contrat de location changent.

Contrat de location simple

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages liés à la propriété sont classés à titre de contrat de location simple. Les paiements effectués relativement à un contrat de location simple sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats de façon linéaire sur toute la durée du contrat.

Instruments financiers

Les actifs financiers de la Société sont classés dans les catégories suivantes : à la juste valeur en résultat ou prêts et créances. Le classement dépend des intentions au moment de l'acquisition des actifs financiers. La Société détermine le classement de ses actifs financiers au moment de leur comptabilisation initiale. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie des autres passifs financiers. En ce qui concerne les actifs et passifs comptabilisés dans les états financiers consolidés de façon récurrente, la Société évalue, à la fin de chaque période, s'il y a eu des transferts entre les niveaux hiérarchiques de juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Juste valeur par le biais du résultat net

Classement

Les actifs financiers sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont acquis principalement afin d'être vendus à court terme, tel que les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou s'ils ont été désignés ainsi par la Société. Les actifs de cette catégorie comprennent la trésorerie.

Comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés, initialement et par la suite, à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les coûts de transaction sont passés en charges.

Prêts et créances

Classement

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont classés dans les actifs courants, sauf s'ils viennent à échéance plus de douze mois après la fin de la période. En pareil cas, ils sont classés dans les actifs non courants. Les prêts et créances de la Société comprennent les créances clients inscrites à l'état consolidé de la situation financière.

Comptabilisation et évaluation

Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction et, par la suite, au coût amorti selon la méthode du taux effectif.

Perte de valeur des actifs financiers

À la fin de chaque période, la Société évalue s'il existe une indication objective d'une dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur, égale à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur actuelle, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Passifs financiers

Les dettes fournisseurs et charges à payer, les dividendes à payer, les provisions et les facilités de crédit garanties sont classées dans la catégorie des autres passifs financiers. Elles sont initialement comptabilisées à la juste valeur, nette des frais de transaction directement imputables et, par la suite, au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3. PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des produits des activités ordinaires, des charges, des actifs et des passifs, ainsi que sur la divulgation de passifs éventuels à la fin de la période. Toutefois, l'incertitude relative à ces hypothèses et estimations pourrait nécessiter, dans les périodes futures, des ajustements importants à la valeur comptable de l'actif ou du passif concerné.

Les principales hypothèses concernant le futur et les autres sources d'incertitude liées aux estimations à la date de clôture qui pourraient entraîner des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs d'ici la fin du prochain exercice financier sont les suivantes :

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

3. PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et le goodwill résultent de regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût d'acquisition est réparti entre les actifs nets sous-jacents acquis, en fonction de leurs justes valeurs estimatives respectives. Dans le cadre de ce processus de répartition, la Société doit identifier les immobilisations incorporelles acquises et leur attribuer une valeur et une durée d'utilité estimatives. Cette façon de faire repose sur de nombreuses estimations et hypothèses significatives concernant les projections de flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital ("CMPC").

Ces estimations et hypothèses permettent d'établir le montant à attribuer aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée définie. Si les événements ou résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses de manière défavorable, la Société risque de devoir augmenter ultérieurement la dotation aux amortissements et les pertes de valeur dans le futur (voir note 5). La Société a aussi utilisé d'autres estimations et hypothèses pour le test de dépréciation du goodwill (voir note 12).

Avantages sociaux

La Société parraine des régimes à prestations déterminés qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi à l'intention des membres du personnel visés. Le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux fait appel à des hypothèses, notamment le taux d'actualisation pour évaluer les obligations, le taux de mortalité prévu, l'âge prévu de la retraite, le taux attendu d'augmentation des salaires et le taux d'évolution du coût des soins de santé. Puisque le calcul de la charge et des obligations liées aux avantages sociaux nécessite le recours à de nombreuses hypothèses, les valeurs établies lors du processus d'évaluation actuarielle comportent un élément d'incertitude (voir note 9). Les résultats réels différeront des résultats estimatifs découlant de ces hypothèses.

Impôts sur le résultat

La Société comptabilise une charge d'impôts sur le résultat pour chaque administration fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôts sur le résultat n'est connu en définitive qu'après la production de la déclaration fiscale et son acceptation par les autorités fiscales, soit après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôts, nous tenons compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en nous fondant sur notre capacité à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur échéance, contre les bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les lois fiscales en vigueur et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent de la déclaration fiscale finale, le résultat d'une période ultérieure pourrait être touché.

La Société est assujettie à l'imposition dans de multiples administrations fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs est incertaine dans le cadre normal des activités. La Société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée les risques liés aux positions fiscales faisant l'objet de discussions, de vérifications, de différends ou d'appels auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement incertaines. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide des meilleures estimations du montant qui devrait être payé, en se fondant sur une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La Société réévalue ces provisions à la fin de chaque période afin de voir si le montant est adéquat. Cependant, il se peut qu'une provision supplémentaire découle de vérifications effectuées ultérieurement par les autorités fiscales compétentes.

Lorsque le règlement définitif d'un enjeu fiscal donne lieu à une cotisation fiscale différente de la charge d'impôts comptabilisée initialement, l'écart est comptabilisé dans la charge d'impôts de la période où le règlement définitif a lieu.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

4. NOUVELLES PRISES DE POSITION COMPTABLE

De nouvelles normes, interprétations, modifications et améliorations des normes actuelles ont récemment été publiées. Les normes applicables à la Société qui sont touchées sont les suivantes :

- *IFRS 9, Instruments financiers*
IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, dicte les règles de publication de l'information financière au titre des actifs financiers et passifs financiers qui entraîneront la présentation d'informations pertinentes et utiles pour les lecteurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

L'IFRS 9 s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette norme et l'adoption n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers.

- *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*
En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié une norme sur la comptabilisation des produits, soit l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction* ainsi que plusieurs interprétations liées aux produits. L'IFRS 15 établit un modèle en cinq étapes qui s'appliquera aux produits des activités ordinaires tirés d'un contrat avec un client (exceptions limitées), peu importe le type de transactions ou le secteur d'activité générant des produits. Les exigences de la norme s'appliqueront également à la comptabilisation et à l'évaluation des profits et pertes à la vente de certains actifs non financiers qui ne sont pas un extrant des activités ordinaires de l'entité (p. ex., les ventes d'immobilisations corporelles ou incorporelles). En avril 2016, l'IASB a publié des amendements à l'IRFS 15, les amendements fournissent des précisions pour assister les compagnies dans la mise en œuvre de la nouvelle norme sur les produits.

L'IFRS 15 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Société a entrepris une revue complète de ses contrats significatifs en accord avec le modèle en cinq étapes de l'IFRS 15 pour déterminer l'impact sur le moment et la mesure de constatation des produits des activités ordinaires. La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette norme et l'adoption n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers.

- *IFRS 16 Contrats de location*
L'IFRS 16 *Contrats de location*, a été publié en janvier 2016 et sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise sous réserve de certaines conditions.

L'IFRS 16 remplace l'IAS 17 *Contrats de location* et les interprétations connexes. Selon cette nouvelle norme, qui présente un modèle unique de comptabilisation pour les contrats de location et élimine la distinction existante entre contrats de location-financement et contrats de location-exploitation, la plupart des contrats de location seront comptabilisés à l'état de la situation financière. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence importante sur l'état de la situation financière et l'état du résultat, puisque la presque totalité des contrats de location-exploitation seront inscrits à l'actif avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société continue présentement d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 20 juillet 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'Emballages Stuart Inc. (« Emballages Stuart ») pour une contrepartie au comptant de 18 639 950\$. Emballages Stuart est un important fournisseur de produits d'emballages en carton plat de grande qualité destiné au marché de la consommation situé à Montréal, au Québec. En plus de la contrepartie payée, la Société a une contrepartie éventuelle payable à l'ancien propriétaire sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers 24 mois après la date d'acquisition. La contrepartie éventuelle pouvant atteindre jusqu'à 2 050 000\$ est considérée comme de la rémunération et est comptabilisée sur la durée des services.

Cette acquisition fait partie de la stratégie à long terme de la Société qui vise à solidifier sa présence au sein de marchés porteurs.

La répartition du prix d'achat est fondée sur des estimations initiales de justes valeurs à la date d'acquisition et peut être modifiée jusqu'à ce que l'évaluation de l'entreprise soit finale. La Société prévoit compléter la répartition du prix d'achat aussitôt qu'elle aura recueilli toutes les informations importantes disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition. Ce processus pourrait résulter en un transfert d'un montant vers ou en provenance des actifs acquis, des passifs repris ou du goodwill au cours d'une telle période d'évaluation, qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition.

Le tableau suivant présente un sommaire préliminaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et passifs pris en change à la date d'acquisition qui a eu lieu durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

	Emballages Stuart
	\$
Actifs nets acquis	
Trésorerie	709 942
Créances clients	2 948 043
Stocks	1 851 164
Frais payés d'avance	163 648
Total de l'actif courant	5 672 797
Immobilisations corporelles	4 411 294
Relations clients	7 600 000
Goodwill	6 002 328
Total de l'actif	23 686 419
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 022 678
Impôts sur le résultat à payer	63 152
Passif d'impôt différé	2 960 639
Actifs nets acquis	18 639 950
Trésorerie, nette de la trésorerie acquise	17 930 008
Coût d'acquisition passé en charges	83 877

L'état consolidé des résultats pour la période se terminant le 31 décembre 2017 comprend les produits des activités de 7 721 717 \$ d'Emballages Stuart depuis la date d'acquisition. La juste valeur des créances clients acquises de 2 948 043 \$, dont aucun montant n'était considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation du regroupement d'entreprise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

Si la Société avait acquis cette entreprise le 1er janvier 2017, les produits des activités ordinaires de celle-ci aurait été d'environ 18 000 000 \$.

Il n'y a pas de montant de goodwill déductible à des fins fiscales. Le goodwill relié à l'acquisition est composé de la croissance attendue et des synergies opérationnelles.

Acquisitions d'entreprises 2016

Le 23 décembre 2016, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Printer Gateway Inc. («Printer Gateway») pour une contrepartie initiale au comptant de 2 900 000\$. Durant la période close le 31 décembre 2017, la Société a diminué de 484 371 \$ la contrepartie payée pour l'acquisition de Printer Gateway Inc., ayant eu lieu en décembre 2016, suite à un accord avec le propriétaire précédent. La Société a revu la répartition du prix d'achat et les ajustements sont principalement reliés à la juste valeur révisée des immobilisations corporelles et des relations clients.

Le 28 novembre 2016, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Papier Durabox Inc. (« Papier Durabox ») pour une contrepartie au comptant de 4 435 341 \$. Papier Durabox est un fabricant de boîtes spécialisées en papier ondulé situé à Lachine, Québec. En plus de la contrepartie payée, la Société a une contrepartie éventuelle payable à l'ancien propriétaire sous réserve de la réalisation de certains objectifs financiers 18 mois après la date d'acquisition. La contrepartie éventuelle de 400 000\$ est considérée comme de la rémunération et est présentée dans les « Dettes fournisseur et charges à payer »

Le 29 août 2016, la Société a acquis les principaux éléments d'actif net de Bowers Envelope Company Inc. (« Bowers Envelope ») pour une contrepartie au comptant de 4 668 932 \$ (3 585 419 \$ US). Bowers Envelope est un fabricant et imprimeur d'enveloppes en plein essor situé à Indianapolis, en Indiana.

Ces deux acquisitions font partie de la stratégie à long terme de la Société qui vise à solidifier sa présence au sein de marchés porteurs.

La société a finalisé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge de Papier Durabox et de Bowers Envelope.

Aucun ajustement matériel n'a été apporté à la répartition initiale du prix d'achat et par conséquent, l'année antérieure n'a pas été ajustée rétroactivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (suite)

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge à la date d'acquisition qui a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les ajustements des actifs nets acquis de Printer Gateway Inc. sont inclus dans le tableau suivant.

	Bowers Envelope Company, Inc. \$	Papier Durabox Inc. \$	Printer Gateway Inc. \$	Totaux avant ajustements \$	Ajustements \$	Total \$
Actifs nets acquis						
Créances clients	1 196 611	891 764	184 771	2 273 146	(54 051)	2 219 095
Stocks	918 617	608 400	132 770	1 659 787	(67 377)	1 592 410
Frais payés d'avance	18 713	—	19 557	38 270	16 092	54 362
Total de l'actif courant	2 133 941	1 500 164	337 098	3 971 203	(105 336)	3 865 867
Immobilisations corporelles	1 740 098	1 064 946	946 541	3 751 585	(323 666)	3 427 919
Logiciel	—	—	546 207	546 207	—	546 207
Relations clients	898 518	2 313 311	290 000	3 501 829	113 000	3 614 829
Goodwill	1 102 989	15 736	1 159 550	2 278 275	(4 959)	2 273 316
Total de l'actif	5 875 546	4 894 157	3 279 396	14 049 099	(320 961)	13 728 138
Dettes fournisseurs et charges à payer	900 429	414 225	379 396	1 694 050	(12 999)	1 681 051
Passif d'impôt différé	355 878	15 736	—	371 614	155 571	527 185
Actifs nets acquis	4 619 239	4 464 196	2 900 000	11 983 435	(463 533)	11 519 902
Trésorerie, contrepartie	4 619 239	4 464 196	2 900 000	11 983 435	(463 533)	11 519 902
Coût d'acquisition passé en charges	149 501	115 336	39 612	—	—	304 449

¹ Les ajustements sont principalement reliés à l'acquisition de Printer Gateway.

L'état consolidé des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprend les résultats opérationnels de Bowers Envelope, Papier Durabox et Printer Gateway depuis leur date d'acquisition; incluant des produits des activités ordinaires additionnels de 4 382 555\$. La juste valeur des créances clients acquises de 2 219 095\$, dont aucun montant n'était considéré irrécouvrable à la date d'acquisition, est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation du regroupement d'entreprises.

Si la Société avait acquis ces entreprises le 1^{er} janvier 2016, les produits des activités ordinaires de Bowers Envelope, Papier Durabox et Printer Gateway pour une année complète auraient été d'environ 22 800 000\$.

Le montant du goodwill déductible à des fins fiscales est de 2 073 495 \$. Le goodwill relié aux acquisitions est composé de la croissance attendue et des synergies opérationnelles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

6. CRÉANCES CLIENTS

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Créances clients	24 796 841	20 721 591
Moins : Provision pour créances douteuses	(230 835)	(185 693)
Créances clients, montant net	24 566 006	20 535 898
Autres créances clients	1 411 004	701 423
	25 977 010	21 237 321

Les créances clients ne portent pas intérêt et sont généralement exigibles dans les 30 à 60 jours. L'analyse de l'âge des créances clients, à chaque date de fin de période, était comme suit :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Courant	13 560 351	13 431 999
31 – 60 jours	7 532 980	5 079 123
61 – 90 jours	2 769 781	1 241 245
91 – 120 jours	593 914	620 508
Plus de 120 jours	339 815	348 716
	24 796 841	20 721 591

Provision pour créances douteuses

Les variations de la provision pour créances douteuses sont comme suit :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Solde au début de l'exercice	185 693	87 757
Acquisitions d'entreprises	66 125	31 406
(Recouvrement) charge pour l'exercice	(530)	121 007
Montants utilisés	(20 778)	(49 552)
Incidence des pertes de change	325	(4 925)
Solde à la fin de l'exercice	230 835	185 693

La Société est exposée au risque de crédit normal concernant ses créances clients et constitue des provisions pour pertes de crédit éventuelles. Le risque de crédit lié aux créances clients est atténué du fait qu'aucun client ne représente un risque important et que la solvabilité des clients est évaluée avant de leur faire crédit.

7. STOCKS

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Matières premières	5 895 409	5 234 234
Produits en cours	696 612	279 212
Produits finis	12 325 838	10 529 104
	18 917 859	16 042 550

Le coût des stocks passé en charges et inclus dans les charges d'exploitation, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles affecté au coût des stocks, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 est de 133 708 713 \$ (2016 – 118 765 333 \$).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains, bâtiments et améliorations locatives \$	Matériel et outillage \$	Matériel de bureau et informatique \$	Total \$
Coût :				
Au 31 décembre 2015	15 427 327	44 962 943	1 917 435	62 307 705
Acquisitions	192 276	1 096 728	346 182	1 635 186
Acquisitions d'entreprises (note 5)	108 331	3 573 179	70 075	3 751 585
Ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	—	(66 765)	—	(66 765)
Cessions	(115 896)	(505 752)	(18 507)	(640 155)
Écart de conversion	2 490	(111 010)	(2 532)	(111 052)
Au 31 décembre 2016	15 614 528	48 949 323	2 312 653	66 876 504
Acquisitions	3 818 631	4 128 540	115 521	8 062 692
Acquisitions d'entreprises (note 5)	282 892	3 788 024	340 378	4 411 294
Ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	—	(323 666)	—	(323 666)
Cessions	(19 662)	(1 793 029)	(250 356)	(2 063 047)
Écart de conversion	(8 143)	(497 553)	(7 705)	(513 401)
Au 31 décembre 2017	19 688 246	54 251 639	2 510 491	76 450 376
Amortissement cumulé :				
Au 31 décembre 2015	3 811 442	30 081 836	1 624 036	35 517 314
Amortissement	436 628	3 953 210	129 737	4 519 575
Cessions	(115 896)	(421 511)	—	(537 407)
Écart de conversion	(442)	(23 869)	(2 693)	(27 004)
Au 31 décembre 2016	4 131 732	33 589 666	1 751 080	39 472 478
Amortissement	509 421	2 952 903	250 872	3 713 196
Baisse de valeur liée à la fermeture de Printer Gateway (note 10)	—	113 733	25 388	139 121
Cessions	(19 662)	(779 601)	(246 124)	(1 045 387)
Écart de conversion	(1 641)	(150 422)	(6 176)	(158 239)
Au 31 décembre 2017	4 619 850	35 726 279	1 775 040	42 121 169
Valeur comptable nette :				
Au 31 décembre 2016	11 482 796	15 359 657	561 573	27 404 026
Au 31 décembre 2017	15 068 396	18 525 360	735 451	34 329 207

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

(a) Régimes de retraite

La Société offre quatre régimes de retraite à prestations définies qui visent la quasi-totalité des employés salariés et employés horaires. Trois de ces régimes sont hybrides, puisqu'ils comportent également un volet à cotisations définies. Tous les régimes de retraite à prestations définies sont financés. Deux de ces régimes sont régis par la *Loi sur les régimes de retraite de l'Ontario*. Pour un de ces régimes, les prestations de retraite sont basées sur la rémunération moyenne des trois meilleures années alors qu'elles sont basées sur la rémunération moyenne finale des cinq meilleures années consécutives pour l'autre régime. Les deux autres régimes sont régis par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* chapeauté par la Régie des rentes du Québec. Les prestations de retraite d'un de ces régimes sont basées sur la rémunération moyenne des trois meilleures années alors qu'elles sont basées sur la rémunération moyenne des cinq meilleures années consécutives pour l'autre régime. Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a converti, pour le service futur, ses régimes à prestations définies en régimes à cotisations définies.

Les régimes de retraite sont exposés au risque de taux d'intérêt et au changement de l'espérance de vie de ses retraités

Les charges liées aux régimes à prestations et à cotisations définies, incluses dans les frais de vente et d'administration et les charges d'exploitation, sont comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Régimes à prestations définies		
Frais d'administration	195 200	246 400
Gains sur services passés	(88 100)	—
Perte liée aux régimes à prestations définies	107 100	246 400
Charge liée aux régimes à cotisations définies	1 320 200	1 373 300
Perte liée aux régimes de retraite	1 427 300	1 619 700

Les (revenus) dépenses d'intérêt sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées de (94 800\$) (2016 – 29 400\$) sont inclus dans les frais de financement de l'état consolidé des résultats (voir note 15).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que de la situation de capitalisation des régimes à prestations définies.

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées		
Obligation au titre des prestations au début de l'exercice	93 391 800	92 221 800
Charge d'intérêts	3 463 800	3 504 900
Cotisations des employés	88 100	1 600
Perte actuarielle provenant de modifications d'hypothèses financières	5 311 900	1 291 600
Perte actuarielle provenant de l'expérience	680 600	1 076 600
Prestations versées	(4 480 900)	(4 704 700)
Gains sur services passés	(88 100)	—
Obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice	98 367 200	93 391 800
Variation des actifs des régimes		
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	95 696 907	91 920 461
Revenu d'intérêt des actifs des régimes	3 558 600	3 475 500
Gains actuariels	6 930 200	5 617 300
Cotisations de l'employeur	646 400	25 200
Cotisations des employés	88 100	1 600
Utilisation du surplus pour payer les cotisations de l'employeur	—	(392 054)
Prestations versées	(4 480 900)	(4 704 700)
Frais d'administration des régimes	(195 200)	(246 400)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	102 244 107	95 696 907
Actif au titre des prestations de retraite constituées, nette	3 876 907	2 305 107

Les montants liés aux régimes à prestations définies inclus dans les autres éléments du résultat global, avant impôts, sont comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Gains actuariels	937 700	3 249 100
	937 700	3 249 100

Le montant cumulé des pertes actuarielles comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global est de 1 736 300 \$ au 31 décembre 2017 (2016 –2 674 000 \$).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Les hypothèses clés qui ont servi à calculer la charge de l'obligation au titre et la retraite nette sont les suivantes :

	2017 %	2016 %
Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées	3,40	3,80
Taux d'actualisation de la charge de retraite nette	3,80	3,90
Taux de croissance de la rémunération	2,50	2,50
Hypothèse de mortalité ¹	CPM Private	CPM Privé

La répartition des actifs moyens pondérés des régimes, au 31 décembre, est comme suit :

	2017 %	2016 %
Titres de capitaux propres		
Canadien	29,9	30,2
Pétrole et gaz naturel	1,6	6,9
Institutions financières	5,9	6,6
Communications et médias	1,1	3,5
Produits industriels	2,5	4,0
Autres	8,9	9,2
Fonds d'actions privilégiées ⁽¹⁾	9,9	—
Fonds d'actions étrangères	31,2	27,4
	61,1	57,6
Fonds de titres à taux fixe		
Canadien ⁽¹⁾	37,6	37,6
Trésorerie et placements à court terme		
Canadien	1,3	4,8
Total	100,0	100,0

⁽¹⁾ En 2016, les Fonds d'actions privilégiées étaient classés sous les Fonds canadiens de titres à taux fixe.

Tous les instruments de capitaux propres et fonds d'investissement sont classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs (cotés sur des marchés actifs).

Les régimes de retraite ont une politique de placement qui vise une répartition des actifs comme suit: 60% dans des titres de capitaux propres et 40% dans des titres à revenus fixes (2016 - 50% dans des titres de capitaux propre et 50% dans des titres à revenus fixes). Aux 31 décembre 2017 et 2016, les régimes de retraite respectaient la répartition des actifs dictée dans la politique de placement.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, il n'y avait aucune action de Supremex détenue dans les actifs des régimes de retraite de la Société.

La durée moyenne de l'obligation au titre de prestations de retraite constituées, au 31 décembre 2017, était de 14,0 années (2016 – 14,0 années).

¹ Table de mortalité 2014 pour le secteur privé (CPM 2014 Privé) appliquée sur la base générationnelle selon l'échelle CPM d'amélioration B (CPM-B) sans ajustement

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

9. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Analyse de sensibilité

Pour la Société, une hausse ou une baisse de 0,25% du taux d'actualisation aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations constituées d'environ 3,3 millions de dollars au 31 décembre 2017. Une hausse ou une baisse de 0,25% du taux de la rémunération aurait comme effet de diminuer ou d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite constituées d'environ 0,4 million de dollars au 31 décembre 2017. Une hausse d'un an de l'espérance de vie des participants aurait comme effet d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite constituées d'environ 3,2 millions de dollars au 31 décembre 2017. L'analyse de sensibilité a été déterminée à l'aide d'une méthode calculant l'impact d'un changement de 0,25% dans les hypothèses clés sur la valeur de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées. Il n'y a eu aucun changement dans les méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer l'analyse de sensibilité comparativement à l'année précédente.

b. Avantages complémentaires de retraite

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations constituées des régimes :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Variation de l'obligation au titre des prestations constituées		
Obligation au titre des prestations au début de l'exercice	199 000	239 000
Charge d'intérêts (note 15)	7 400	8 900
Perte (gain) actuariel(le) provenant de modifications d'hypothèses financières	6 800	(26 700)
Prestations versées	(6 600)	(22 200)
Obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice	206 600	199 000

Les avantages postérieurs à l'emploi et les avantages complémentaires de retraite ne sont pas capitalisés.

Les autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres éléments du résultat global, avant impôts, sont constitués de pertes (gains) actuariel(le)s de 6 800 \$ [2016 – (26 700 \$)]. Le montant cumulé des pertes actuarielles comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global était de 412 900 \$ au 31 décembre 2017 (2016 –406 100 \$).

Les hypothèses qui ont servi à mesurer le coût des avantages complémentaires de retraite sont les suivantes :

	2017 %	2016 %
Hypothèses moyennes pondérées		
Taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations	3,40	3,80
Taux d'actualisation du coût net des avantages pour la période	3,80	3,90

Au 31 décembre 2017, aucune couverture pour soins de santé et pour soins dentaires n'est offerte aux retraités. La durée moyenne de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite, au 31 décembre 2017 et 2016, est de 7,0 années.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

10. CESSATION DES ACTIVITÉS NON STRATÉGIQUES ET FERMETURE DE PRINTER GATEWAY

Au 22 janvier 2018, la société a fermé les opérations de Printer Gateway pour se concentrer sur sa stratégie de diversification. La Société a provisionné, durant le quatrième trimestre de 2017, un total de 0,2 \$ million de dépenses non récurrentes reliées à la fermeture de cette exploitation. De plus, une perte de 2,0 millions de dollars liée à la baisse de valeur du goodwill, des relations clients, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles a été enregistrée.

11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Relations clients \$	Ententes de non- concurrence \$	Logiciel \$	Total \$
Coût				
Au 31 décembre 2015	64 249 784	755 000	1 238 996	66 243 780
Acquisitions	—	—	770 446	770 446
Acquisitions d'entreprises (note 5)	3 501 829	—	546 207	4 048 036
Écart de conversion	(24 205)	—	—	(24 205)
Au 31 décembre 2016	67 727 408	755 000	2 555 649	71 038 057
Acquisitions	—	—	373 835	373 835
Acquisitions d'entreprises (note 5)	7 600 000	—	—	7 600 000
Ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	113 000	—	—	113 000
Écart de conversion	(167 474)	—	—	(167 474)
Au 31 décembre 2017	75 272 934	755 000	2 929 484	78 957 418
Amortissement cumulé :				
Au 31 décembre 2015	59 006 776	736 332	—	59 743 108
Amortissement	1 816 971	18 668	80 942	1 916 581
Écart de conversion	1 347	—	—	1 347
Au 31 décembre 2016	60 825 094	755 000	80 942	61 661 036
Amortissement	1 385 084	—	297 618	1 682 702
Baisse de valeur liée à la fermeture de Printer Gateway (note 10)	362 700	—	478 177	840 877
Écart de conversion	(23 253)	—	—	(23 253)
Au 31 décembre 2017	62 549 625	755 000	856 737	64 161 362
Valeur comptable nette :				
Au 31 décembre 2016	6 902 314	—	2 474 707	9 377 021
Au 31 décembre 2017	12 723 309	—	2 072 747	14 796 056

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

12. GOODWILL

	\$
Coût	
Au 31 décembre 2015	50 765 024
Acquisitions d'entreprises (note 5)	2 278 275
Ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	120 557
Écart de conversion	(75 840)
Au 31 décembre 2016	53 088 016
Acquisitions d'entreprises (note 5)	6 002 328
Ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	(4 959)
Baisse de valeur liée à la fermeture de Printer Gateway (note 10)	(999 020)
Écart de conversion	(317 002)
Au 31 décembre 2017	57 769 363

La valeur comptable nette du goodwill au 31 décembre 2017 était affectée aux UGT suivantes:

	\$
UGT	
Enveloppes ¹	51 595 728
Emballages	6 173 635
Total	57 769 363

¹ Inclus les produits d'emballages et les produits spécialisés des opérations traditionnelles d'enveloppes.

L'UGT d'emballages a été nouvellement créée en 2017 à la suite de deux récentes acquisitions ; Emballages Stuart, acquise le 20 juillet 2017 et Papier Durabox acquise le 28 novembre 2016.

Test de dépréciation du goodwill

La Société a effectué le test de dépréciation annuel en date du 31 décembre 2017, selon sa méthode comptable décrite à la note 2. La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie excédait la valeur comptable. Par conséquent, aucune dépréciation du goodwill n'a été enregistrée.

Méthode d'évaluation

La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation annuel, la Société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation du goodwill.

Hypothèses significatives

L'approche basée sur les produits est basée sur la valeur des flux de trésorerie futurs qu'une entreprise générera. La méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie, qui a été utilisée en date du 31 décembre 2017, nécessite de prévoir les flux de trésorerie et de les actualiser. Le processus d'actualisation utilise un taux de rendement qui correspond au risque rattaché aux activités de la Société ou à l'actif et tient compte de la valeur temporelle de l'argent. Cette approche nécessite des hypothèses relativement à la croissance ou la décroissance des produits des activités ordinaires, des marges bénéficiaires, des taux d'imposition et des taux d'actualisation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

12. GOODWILL (suite)

Croissance ou décroissance des produits des activités ordinaires

Les hypothèses utilisées étaient fondées sur le budget interne de la Société. La Société a prévu les produits des activités ordinaires, les marges bénéficiaires et les flux de trésorerie sur une période de quatre ans pour chaque UGT. Des hypothèses spécifiques sont utilisées pour chaque UGT. Les projections pour l'UGT de l'enveloppe reflètent la demande décroissante dans le marché canadien de l'enveloppe et un taux de déclin perpétuel à long terme. Les projections pour l'UGT de l'emballage reflètent un taux de croissance perpétuel à long terme pour ce marché porteur. Afin de déterminer ces projections, la Société s'est fondée sur l'expérience, les récentes acquisitions, les tendances économiques de même que les tendances de l'industrie et du marché.

Taux d'actualisation

La Société a présumé un taux d'actualisation avant impôts afin de calculer la valeur actuelle de ses flux de trésorerie prévus. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») pour des sociétés comparables œuvrant dans des secteurs semblables. Le CMPC est une estimation du taux de rendement global requis sur un placement en titres d'emprunt et de capitaux propres et sert de point de départ pour établir un taux d'actualisation approprié.

La détermination du CMPC requiert une analyse séparée du coût des titres de capitaux propres et de créance, et considère une prime de risque basée sur une évaluation des risques liés aux prévisions des flux de trésorerie.

Les hypothèses clés utilisées lors du test de dépréciation étaient les suivantes :

	2017		2016
	Enveloppes	Emballages	
Taux d'actualisation avant impôts	16,7 %	16,8 %	16,6 %
Taux d'imposition	26,1 %	26,5 %	26,1 %
Taux de (déclin) croissance perpétuel	(3,0) %	2,0 %	(3,0) %

Sensibilité

Lors du test de dépréciation le plus récent pour l'UGT de l'enveloppe, si le taux d'actualisation avant impôts avait augmenté à 19,5% ou si le taux de déclin perpétuel avait augmenté à 8,0%, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2017. Si le taux d'actualisation avant impôts avait augmenté à 18,3% ou si le taux de croissance perpétuel avait diminué à (0,2%), la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie de l'emballage aurait été égale à la valeur comptable, au 31 décembre 2017.

13. DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Dettes fournisseurs	10 033 787	8 833 102
Charges à payer	9 961 197	9 048 705
	19 994 984	17 881 807

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont généralement réglées dans les 20 à 60 jours.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

14. PROVISIONS

Dans le cadre des plans de restructurations des années antérieures, la Société a enregistré une provision relativement aux indemnités de départ et frais de réaffectation et de retrait pour certains employés et certaines installations des entreprises acquises. Au 31 décembre 2017, le solde de la provision pour frais de restructuration était de 0,3 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 décembre 2016). Ce montant est lié à des indemnités de départ différées pour des employés en invalidité longue durée et est payable sur demande.

Le tableau suivant présente un sommaire des montants comptabilisés et payés relativement aux frais de restructuration :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Solde au début de l'exercice	324 236	332 939
Paiements au comptant	(33 372)	(8 703)
Solde à la fin de l'exercice	290 864	324 236

15. FACILITÉ DE CRÉDIT GARANTIE

Au 31 décembre 2017, la Société a une convention de facilité de crédit renouvelable de premier rang d'une durée de cinq ans d'un montant en capital de 60 millions de dollars venant à échéance le 6 octobre 2020. Aucun remboursement de capital n'est requis avant l'échéance. Cette facilité porte intérêt à un taux variable fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable se situant entre 0% et 0,25% ou les taux des acceptations bancaires, majoré des marges applicables se situant entre 1,50% et 1,75%.

La facilité de crédit garantie est utilisée pour le fonds de roulement, les dépenses en capital et d'autres fins générales de l'entreprise. Elle est garantie par une hypothèque et une sûreté réelle couvrant tous les actifs de la Société et de ses filiales et est soumise à certaines clauses restrictives, dont la Société est tenue, entre autres conditions, de respecter. Durant 2017, la Société était en conformité avec ces clauses restrictives.

Les montants dus en vertu de la facilité de crédit garantie sont les suivants :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Facilité de crédit renouvelable	43 019 609	27 151 265
Moins : Frais de financement reportés, montant net	(188 723)	(257 351)
Tranche non courante de la facilité de crédit garantie	42 830 886	26 893 914

Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de crédit pour un total de 10 000 \$ (2016 - 60 000 \$).

Au 31 décembre 2017, le taux d'intérêt effectif sur les facilités de crédit garanties était de 3,09% (2,43 % au 31 décembre 2016).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

15. FACILITÉ DE CRÉDIT GARANTIE (suite)

Les frais de financement sont comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Intérêts sur la facilité de crédit garantie	1 100 922	739 618
Intérêts (revenus) sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées (note 9)	(94 800)	29 400
Intérêt sur les avantages complémentaires de retraite (note 9)	7 400	8 900
Autres (revenus) intérêts	(3 959)	5 483
Amortissement des frais de financement reportés	68 628	68 628
	1 078 191	852 029

16. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôts sur le résultat

Les éléments importants composant la charge d'impôts enregistrée dans l'état consolidé des résultats sont comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Charge d'impôts exigibles :		
Charge d'impôts exigibles	5 285 410	5 949 297
Charge d'impôt différé :		
Reprise des différences temporaires	(629 423)	(474 488)
Charge d'impôts sur le résultat	4 655 987	5 474 809

L'impôt enregistré sur les autres éléments du résultat global est comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Impôt différé attribuable à des éléments imputés directement aux capitaux propres durant l'exercice :		
Charge d'impôt différé attribuable aux profits actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies	244 822	847 190
(Avantage) charge d'impôt différé attribuable aux (pertes) profits actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	(1 775)	6 962
Charge d'impôt différé enregistré directement dans les autres éléments du résultat global	243 047	854 152

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

16. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (suite)

La charge d'impôts sur le résultat diffère de la charge qui aurait été obtenue en appliquant le taux d'imposition canadien combiné (taux fédéral et provinciaux) en raison des éléments suivants :

	2017 \$	2016 \$
Résultat avant les impôts sur le résultat	17 046 815	20 067 553
Charge d'impôts sur le résultat au taux combiné (fédéral et provinciaux) prévu par la loi de 26,1% (2016 – 26,1 %)	4 442 908	5 232 113
Effet du changement de taux d'imposition en vigueur	(588 716)	97
Différentiel de taux d'impôt sur le revenu des filiales	40 007	11 405
Charges non déductibles et autres	761 788	231 194
Charge d'impôts sur le résultat	4 655 987	5 474 809

Impôt différé

L'impôt différé se rapporte aux éléments suivants :

	État consolidé de la situation financière		État consolidé des résultats	
	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Actifs d'impôt différé				
Goodwill	1 025 638	1 253 251	332 358	152 123
Divers	219 036	271 796	(64 295)	105 160
Pertes autres qu'en capital	189 845	186 437	(13 806)	(6 686)
	1 434 519	1 711 484	254 257	250 597
Passifs d'impôt différé				
Passif au titre des prestations constituées	1 012 213	601 048	(166 344)	167 763
Immobilisations corporelles	3 693 997	3 509 167	726 720	440 036
Immobilisations incorporelles	2 324 635	574 222	325 777	122 039
Divers	211 860	213 764	(2 473)	(4 753)
	7 242 705	4 898 201	883 680	725 085
Recouvrement d'impôt différé			(629 423)	(474 488)
Passifs d'impôt différé, montant net	(5 808 186)	(3 186 717)		

Rapprochement des passifs d'impôt différé nets

	2017 \$	2016 \$
Solde au début de l'exercice	(3 186 717)	(2 419 291)
Recouvrement d'impôts au cours de l'exercice enregistré dans l'état consolidé des résultats	629 423	474 488
Avantage d'impôt enregistré dans les autres éléments du résultat global	(243 047)	(854 152)
Impôt différé provenant des acquisitions d'entreprises (note 5)	(2 960 639)	(425 406)
Impôt différé provenant des ajustements aux acquisitions d'entreprises des années antérieures (note 5)	(155 571)	—
Écart de conversion sur l'impôt différé	108 365	37 644
Solde à la fin de l'exercice	(5 808 186)	(3 186 717)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

17. CAPITAL-ACTIONS

Un nombre illimité d'actions ordinaires peuvent être émises. Chaque action ordinaire représente la participation indivise proportionnelle d'un actionnaire dans la Société. Chaque action ordinaire confère à son détenteur une voix à toutes les assemblées des actionnaires et lui permet de participer également et proportionnellement à toutes les distributions de la Société, le cas échéant, et, dans l'éventualité d'une distribution obligatoire de la totalité des biens de la Société, à l'actif net de la Société restant après le règlement de toutes les dettes de celle-ci.

La variation du capital-actions est comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Capital- actions \$
Solde au 31 décembre 2015	28 750 967	9 813 365
Rachat d'actions pour annulation	(139 616)	(47 654)
Solde au 31 décembre 2016	28 611 351	9 765 711
Rachat d'actions pour annulation	(205 882)	(70 272)
Solde au 31 décembre 2017	28 405 469	9 695 439

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a racheté 205 882 (2016 – 139 616) actions ordinaires pour annulation dans le cadre du programme de rachat d'actions pour une contrepartie de 938 759 \$ (2016 – 668 939 \$). L'excédent du prix d'achat des actions ordinaires sur la valeur comptable moyenne de 868 487 \$ (2016 – 621 285 \$) a été comptabilisé en réduction du surplus d'apport.

Le 1^{er} août 2017, Supremex a obtenu de la TSX l'autorisation de renouveler l'Offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour le rachat d'un maximum de 500 000 actions ordinaires pour annulation sur une période de douze mois se terminant le 2 août 2018.

Régime d'unités d'actions différées (UAD)

Le 15 décembre 2015, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour les membres du conseil d'administration. Le régime UAD permet aux participants de recevoir, en tant que membre du conseil d'administration, une rémunération en trésorerie égale au prix du marché des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD à la date de résiliation.

Chaque participant au régime d'UAD peut choisir de recevoir à chaque année fiscale, à titre d'administrateur, jusqu'à 100 % de ses jetons de présence annuels en UAD. Les UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé en utilisant un modèle d'évaluation. Toutes les UAD émises et en circulation sont évaluées à chaque période de déclaration.

Le passif attribuable au régime de 309 251 \$ (2016 – 113 800\$) est présenté dans les Dettes fournisseurs et charges à payer.

La charge de rémunération liée aux UAD pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2017 s'est élevée à 125 451\$ (2016 – 113 800\$) et est présentée dans frais de vente et d'administration.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

18. FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION ET CHARGES D'EXPLOITATION

	2017 \$	2016 \$
Salaires	45 662 043	39 702 805
Charges sociales	6 840 664	6 235 175
Charge attribuables aux de régimes de retraite (note 9)	1 427 300	1 619 700
Charges d'avantages du personnel	53 930 007	47 557 680
Matières premières et autres achats	73 748 958	63 170 718
Autres	25 566 592	22 459 451
	153 245 557	133 187 849

19. DIVIDENDES

Les dividendes déclarés du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
15 février 2017	31 mars 2017	14 avril 2017	0,06	1 714 995
4 mai 2017	30 juin 2017	14 juillet 2017	0,06	1 708 957
31 juillet 2017	30 septembre 2017	13 octobre 2017	0,06	1 704 328
9 novembre 2017	31 décembre 2017	16 janvier 2018	0,065	1 846 355
Total				6 974 635

Les dividendes déclarés du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
17 février 2016	31 mars 2016	14 avril 2016	0,055	1 575 462
5 mai 2016	30 juin 2016	14 juillet 2016	0,055	1 575 462
28 juillet 2016	30 septembre 2016	14 octobre 2016	0,055	1 574 801
3 novembre 2016	30 décembre 2016	13 janvier 2017	0,06	1 716 681
Total				6 442 406

20. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Engagements de contrats de location simple

La Société a conclu des contrats de location simple principalement à l'égard des bâtiments.

Les paiements minimums exigés en vertu de ces contrats de location non résiliables sont comme suit :

	31 décembre 2017 \$
Moins d'un an	3 603 270
Plus d'un an, mais moins de cinq ans	9 947 140
Plus de cinq ans	3 032 572
	16 582 982

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

20. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES (suite)

Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à divers réclamations, litiges et poursuites. Ces litiges peuvent comporter de nombreuses incertitudes, et l'issue de chaque cause est imprévisible. De l'avis de la direction, le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Société.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des ententes qui possèdent des caractéristiques correspondant à la définition d'une garantie. Ces ententes peuvent exiger que la Société compense les autres parties de l'entente pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, notamment le non-respect de déclarations et de garanties, la perte de droits de propriété ou les dommages à la propriété, les réclamations pouvant découler de la prestation de services et les obligations environnementales. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties aux contreparties comme suit :

Contrats de location simple

La Société s'est engagée en vertu de clauses générales d'indemnisation, en tant que preneur dans le cadre de nombreux contrats de location, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces contrats de location viennent à échéance à différentes dates jusqu'en juillet 2027. Certains contrats de location comportent des options de renouvellement. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'évaluer le montant total éventuel qu'il pourrait devoir verser à ses bailleurs, puisque ces événements n'ont pas encore eu lieu. Par le passé, la Société n'a pas eu à verser de montants importants en vertu de ces contrats et possède une couverture d'assurance pour certaines des obligations contractées. Au 31 décembre 2017, la Société n'avait constaté aucun passif lié à ces indemnités.

21. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La rémunération des principaux dirigeants de la Société est comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Avantages sociaux à court terme	1 560 223	1 704 627
Avantages postérieurs à l'emploi	74 363	74 575
	1 634 586	1 779 202

Les montants indiqués dans ce tableau représentent les montants enregistrés à titre de charge concernant les principaux dirigeants durant les exercices correspondants.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

22. INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers inclus dans les états de la situation financière sont comme suit :

31 décembre 2017	Prêts et créances \$	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net \$	Autres passifs financiers \$	Total \$
Trésorerie	—	706 190	—	706 190
Créances clients	25 977 010	—	—	25 977 010
Dettes fournisseurs et charges à payer excluant les taxes de vente à payer	—	—	(18 773 105)	(18 773 105)
Dividende à payer	—	—	(1 846 355)	(1 846 355)
Provisions	—	—	(290 864)	(290 864)
Facilité de crédit garantie	—	—	(43 019 609)	(43 019 609)
Autres passifs à long terme	—	—	(427 000)	(427 000)
Total	25 977 010	706 190	(64 356 933)	(37 673 733)

31 décembre 2016	Prêts et créances \$	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net \$	Autres passifs financiers \$	Total \$
Trésorerie	—	1 964 947	—	1 964 947
Créances clients	21 237 321	—	—	21 237 321
Dettes fournisseurs et charges à payer excluant les taxes de ventes à payer	—	—	(16 591 199)	(16 591 199)
Dividende à payer	—	—	(1 716 681)	(1 716 681)
Provisions	—	—	(324 236)	(324 236)
Facilité de crédit garantie	—	—	(27 151 265)	(27 151 265)
Total	21 237 321	1 964 947	(45 783 381)	(22 581 113)

Justes valeurs

La valeur comptable des facilités de crédit garanties se rapproche de leur juste valeur compte tenu de leur nature et du taux d'intérêt variable.

Pour la facilité de crédit garantie, la Société a classé l'évaluation à la juste valeur au niveau 2, car elle repose essentiellement sur des données observables sur le marché, soit des taux d'intérêt.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, dont le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. Afin de limiter l'incidence de ces risques sur ses produits, charges et flux de trésorerie, la Société peut recourir à l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La direction de la Société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables, et n'utilise les instruments financiers dérivés que pour gérer les risques, les engagements ou les obligations existants ou prévus à la lumière de son expérience passée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

22. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la trésorerie et des créances clients. L'encaisse de la Société est investie dans des banques canadiennes de l'Annexe 1 et de ses filiales US afin d'atténuer celui-ci.

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à respecter leurs obligations comme convenu. Le risque de crédit lié aux créances clients est atténué par les activités de surveillance mises en place, par l'absence de concentration de la clientèle et par la base diversifiée de clients. Par le passé, la Société n'a jamais eu à radier un montant appréciable de créances clients. Aux 31 décembre 2017 et 2016, le total des créances clients en retard de paiement depuis plus de 90 jours était de moins de 5 % (voir note 6). La Société ne détient aucune sûreté additionnelle à titre de garantie.

Risque d'illiquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis selon les modalités de ses engagements et à un prix raisonnable. La Société gère ce risque en s'assurant d'avoir un montant suffisant de trésorerie et en ayant recours, au besoin, à ses facilités de crédit. La Société examine constamment les flux de trésorerie prévus et réels pour s'assurer d'avoir accès à des facilités de crédit appropriées. La Société examine constamment son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et a décidé de ne pas conclure un swap de taux d'intérêt puisque le niveau d'endettement n'était pas assez élevé au 20 février 2018.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers selon leurs échéances, soit la durée restante entre le 31 décembre et la date d'échéance contractuelle de l'obligation.

31 décembre 2017	Moins de 3 mois \$	1 - 5 ans \$	Total \$
Dettes fournisseurs et charges à payer excluant les taxes de vente à payer	18 773 105	—	18 773 105
Dividende à payer	1 846 355	—	1 846 355
Provisions	290 864	—	290 864
Facilité de crédit garantie	—	43 019 609	43 019 609
Autres passifs à long terme	—	427 000	427 000
	20 910 324	43 466 609	64 356 933
31 décembre 2016	Moins de 3 mois \$	1 - 5 ans \$	Total \$
Dettes fournisseurs et charges à payer excluant les taxes de vente à payer	16 591 199	—	16 591 199
Dividende à payer	1 716 681	—	1 716 681
Provisions	324 236	—	324 236
Facilités de crédit garanties	—	27 151 265	27 151 265
	18 632 116	27 151 265	45 783 381

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

22. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque du marché

Le risque du marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de conversion sur devises et des taux d'intérêt entraînent une variation de la valeur des instruments financiers de la Société. L'objectif de la gestion du risque du marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement lié à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur ses facilités de crédit garanties. La Société gère son risque de taux d'intérêt en s'assurant d'avoir un portefeuille équilibré de prêts à taux fixe et variable dépendamment du niveau d'exposition de la Société. En outre, la fluctuation des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence sur les charges d'intérêts de sa facilité de crédit et sur les produits réalisés sur sa trésorerie. La Société investit sa trésorerie dans des instruments très liquides afin de protéger son capital et de générer un rendement raisonnable lorsque nécessaire.

Le 31 décembre 2017, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, toutes choses étant égales par ailleurs, le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 aurait été supérieur ou inférieur de 193 685 \$ (2016 – 44 997 \$).

Risque de change

La Société est exposée aux fluctuations du taux de change américain étant donné qu'une partie de ses activités sont menées aux États-Unis et qu'une portion des acquisitions et des dépenses en capital sont contractées en dollars américains. La Société revoit régulièrement son exposition aux fluctuations du taux de change américain et a décidé de ne pas conclure de transactions sur dérivés pour l'instant étant donné que le risque n'est pas important.

Au 31 décembre 2017, les actifs financiers nets en dollars canadiens de la Société, libellés en devises américaines, s'établissaient à 4 793 913 \$ (2016 – 2 537 766 \$).

Le 31 décembre 2017, si le dollar canadien avait varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec le dollar américain sur les instruments financiers détenus à cette date, toutes choses étant égales par ailleurs, le résultat net de la Société pour l'exercice clos à cette date aurait été supérieur ou inférieur de 239 696 \$ (2016 – 126 888 \$), alors que les autres éléments du résultat global auraient varié à la hausse ou à la baisse de 304 434 \$ (2016 – 332 543 \$)

23. GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société est composé des droits des actionnaires et des facilités de crédit garanties. La Société maintient son capital à un niveau approprié pour atteindre plusieurs objectifs, à savoir :

- assurer la pérennité de son capital afin de poursuivre ses activités d'exploitation;
- respecter certaines clauses restrictives financières en vertu des facilités de crédit garanties;
- préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions, lorsqu'elles surviennent; et
- assurer la croissance soutenue de la valeur des actions.

La Société évalue continuellement la suffisance de sa structure du capital et fait des ajustements en fonction de sa stratégie, de la conjoncture économique et des caractéristiques de risque de l'entreprise pour atteindre les objectifs susmentionnés. La Société surveille également de près son capital afin de s'assurer de respecter les ratios BAIIA/facilité de crédit garantie et de couverture de charges fixes comme il est défini dans la convention de crédit.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2017 et 2016

23. GESTION DU CAPITAL (suite)

La structure de capital de la Société est constituée des capitaux propres et des facilités de crédit garanties, moins la trésorerie. La structure de capital se présente comme suit :

	31 décembre 2017 \$	31 décembre 2016 \$
Facilité de crédit garantie	42 830 886	26 893 914
Trésorerie	(706 190)	(1 964 947)
Dette nette	42 124 696	24 928 967
Capitaux propres	86 519 133	82 337 060

La Société n'est assujettie à aucune exigence liée à son capital, à l'exception de certaines restrictions provenant des conditions dans ses ententes de facilités de crédit garanties.

24. INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes, de produits d'emballages et de produits spécialisés. Au 31 décembre 2017, les actifs non courants de la Société totalisaient 99 656 332 \$ au Canada et 11 115 201 \$ aux États-Unis au 31 décembre 2017 (77 092 104 \$ et 12 776 959 \$ au 31 décembre 2016, respectivement). Les produits des activités ordinaires de la Société se sont élevés à 124 771 855 \$ au Canada et 54 300 904 \$ aux États-Unis pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, selon l'emplacement des clients (2016 – 119 132 897 \$ au Canada et 41 437 456 \$ aux États-Unis, respectivement). Les produits des activités ordinaires de la Société se sont élevés à 144 472 369 \$ provenant de la vente d'enveloppes et à 34 600 390 \$ provenant de la vente de produits d'emballages et de produits spécialisés, selon la classification des produits (2016 – 148 385 881 \$ provenant de la vente d'enveloppes et 12 184 472 \$ provenant de la vente de produits d'emballages et de produits spécialisés).

25. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

Le 20 février 2018, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,065 \$ par action ordinaire, payable le 13 avril 2018 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 29 mars 2018.